



**B U R K I N A F A S O**



**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE  
(CPC)**

## **TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

**au 1<sup>er</sup> trimestre 2013**

**Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD**

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : [insd@insd.bf](mailto:insd@insd.bf); [insdbf@yahoo.fr](mailto:insdbf@yahoo.fr) - Site web : [www.insd.bf](http://www.insd.bf)

**TBE n° 01/2013**

# SOMMAIRE

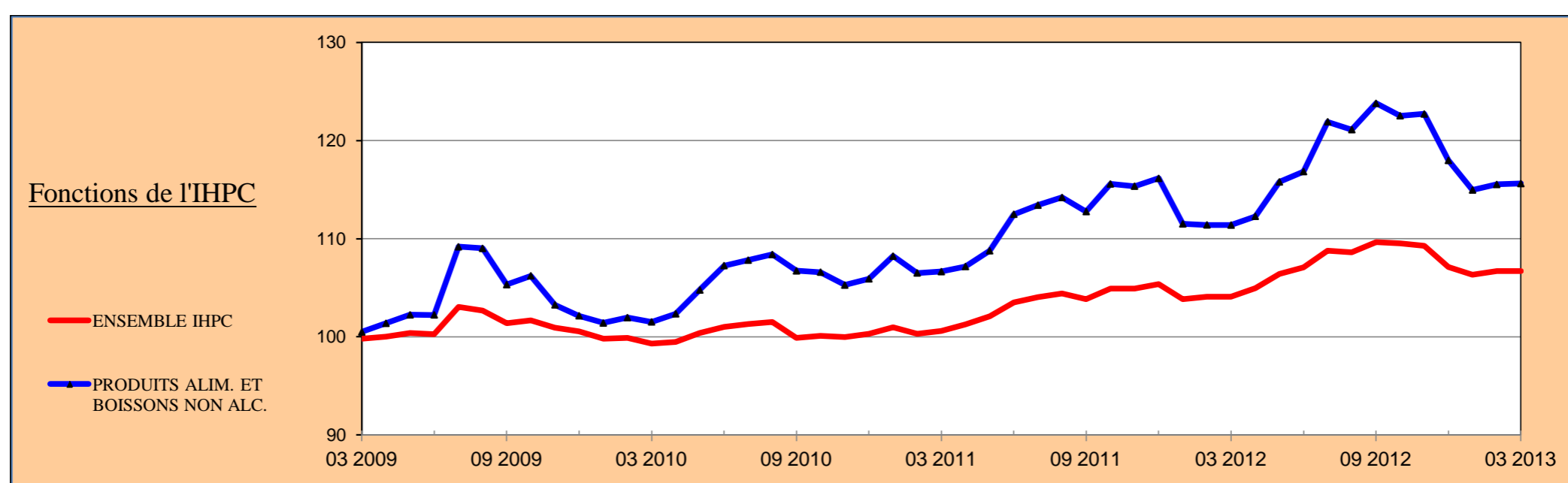
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>13</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>16</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>21</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>22</b>

## Secteur réel

Le premier trimestre 2013 a connu, comparativement au trimestre précédent une baisse des prix à la consommation résultant principalement de la baisse considérable des prix des produits alimentaires. Quant à l'industrie, sa production a connu une relance au quatrième trimestre 2012 comparativement au troisième trimestre 2012 due principalement à celle des industries de l'énergie, de l'extraction et de l'alimentaire.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	<b>104,0</b>	<b>106,2</b>	<b>109,0</b>	<b>108,6</b>	<b>106,6</b>	<b>-1,9%</b>	<b>2,5%</b>
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	111,4	115,0	122,3	121,1	115,4	-4,7%	3,5%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	101,1	103,3	106,4	108,4	102,1	-5,8%	1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,3	101,7	101,7	101,9	101,9	0,0%	0,6%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	109,7	111,1	110,5	110,6	109,8	-0,7%	0,1%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,7	98,3	98,4	98,4	98,5	0,1%	-0,1%
SANTE	100,5	100,5	100,5	100,5	100,9	0,4%	0,4%
TRANSPORTS	99,7	104,7	105,5	105,5	105,6	0,1%	5,9%
COMMUNICATION	63,6	63,6	63,5	62,7	63,5	1,4%	-0,1%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,9	98,8	98,5	97,7	97,5	-0,2%	-1,4%
ENSEIGNEMENT	102,5	102,5	102,5	104,4	104,4	0,0%	1,8%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	114,1	114,1	114,8	115,1	116,4	1,1%	2,0%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,0	103,1	103,4	103,8	103,9	0,1%	0,9%



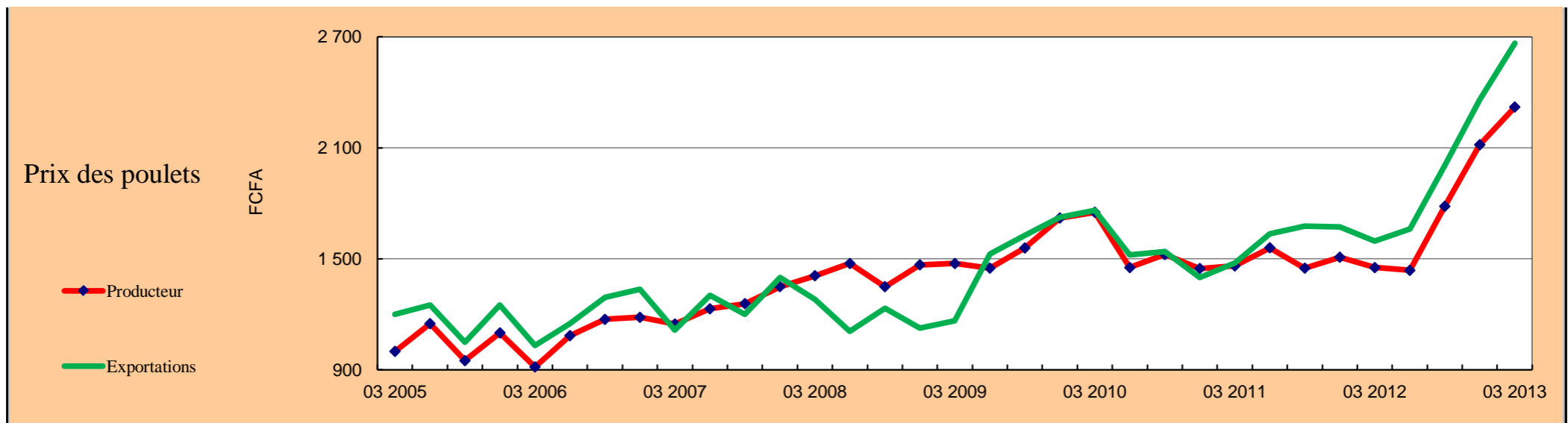
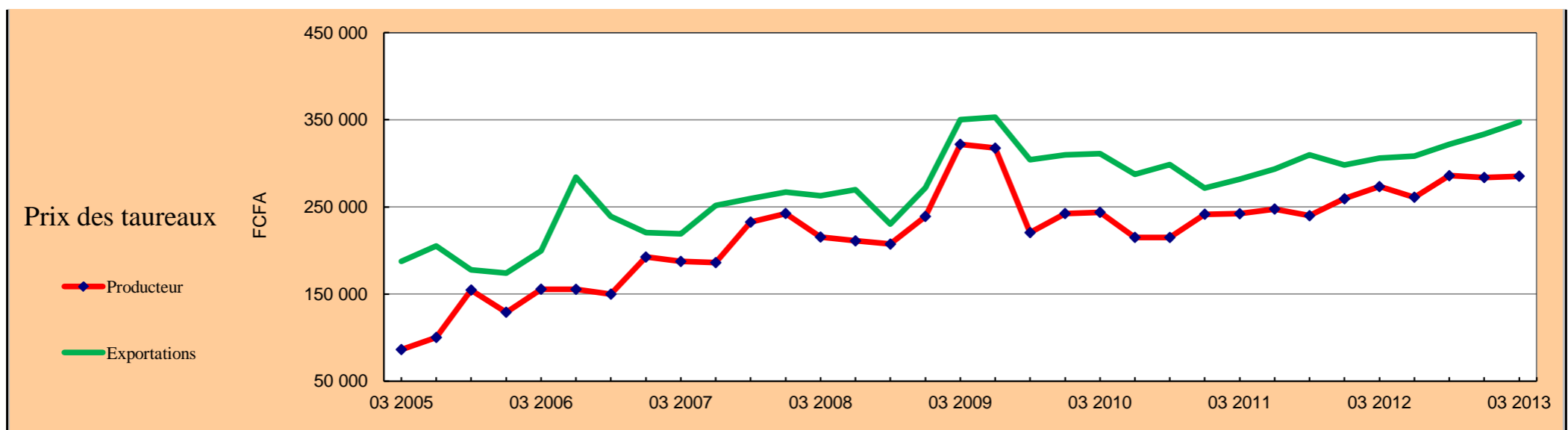
Le niveau général des prix à la consommation a poursuivi sa baisse en glissement trimestriel au premier trimestre 2013. En effet, après une baisse de 0,3% au quatrième trimestre 2012, l'IHPC a encore reculé de 1,9% en variation trimestrielle. Cependant, en variation annuelle, il a enregistré une hausse de 2,5% en ce premier trimestre 2013.

Le recul du niveau des prix des "produits alimentaires et boissons alcoolisées" de 4,7% et des prix des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" de 5,8% explique essentiellement cette baisse en glissement trimestriel. Quant à la hausse générale constatée en glissement annuel, elle reste surtout liée au niveau élevé, par rapport au même trimestre de 2012, des tarifs des transports (+5,9%), des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+3,5%), des "restaurants et hôtels" (+2,0%), et des services d'enseignement (+1,8%).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement		
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	273 357	261 159	285 903	283 809	285 342	0,5%	4,4%	
Prix à l'exportation du taureau	305 980	308 439	321 715	333 493	347 523	4,2%	13,6%	
Prix au producteur du bélier	36 953	35 592	37 878	42 893	41 094	-4,2%	11,2%	
Prix à l'exportation du bélier	43 136	44 254	48 683	50 426	48 083	-4,6%	11,5%	
Prix au producteur du bouc	19 208	17 669	17 282	22 953	21 006	-8,5%	9,4%	
Prix à l'exportation du bouc	31 688	31 938	33 672	34 534	32 782	-5,1%	3,5%	
Prix au producteur du poulet	1 453	1 438	1 784	2 117	2 321	9,6%	59,7%	
Prix à l'exportation du poulet	1 596	1 662	2 006	2 360	2 666	13,0%	67,0%	
Prix au producteur de la pintade	1 806	1 798	2 091	2 384	2 486	4,3%	37,7%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 001	2 119	2 365	2 838	3 782	33,3%	89,0%	



Au premier trimestre 2013, le marché du bétail s'est caractérisé par une baisse des prix des petits ruminants (ovins et caprins) et une hausse des prix du taureau et de la volaille aussi bien sur les marchés de production que les marchés d'exportation.

La forte demande constatée au cours du dernier trimestre 2012 s'est poursuivie au premier trimestre 2013 et a eu pour corollaire le renchérissement des prix du taureau. Ainsi, les prix du taureau constatés au premier trimestre 2013 ont connu une hausse de 4,2% sur les marchés d'exportation ou sont restés quasi-stationnaires (+0,5%) sur les marchés de production. En glissement annuel, ces prix affichent sur tous les marchés une tendance haussière. Les hausses observées sont de 4,4% sur les marchés de production et 13,6% sur les marchés d'exportation.

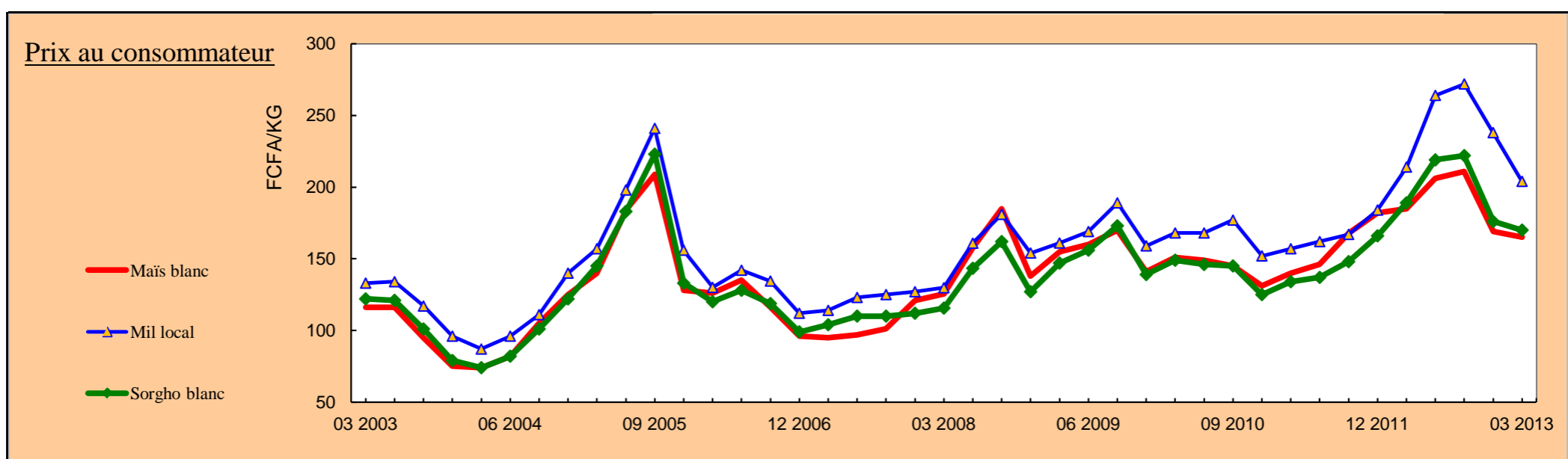
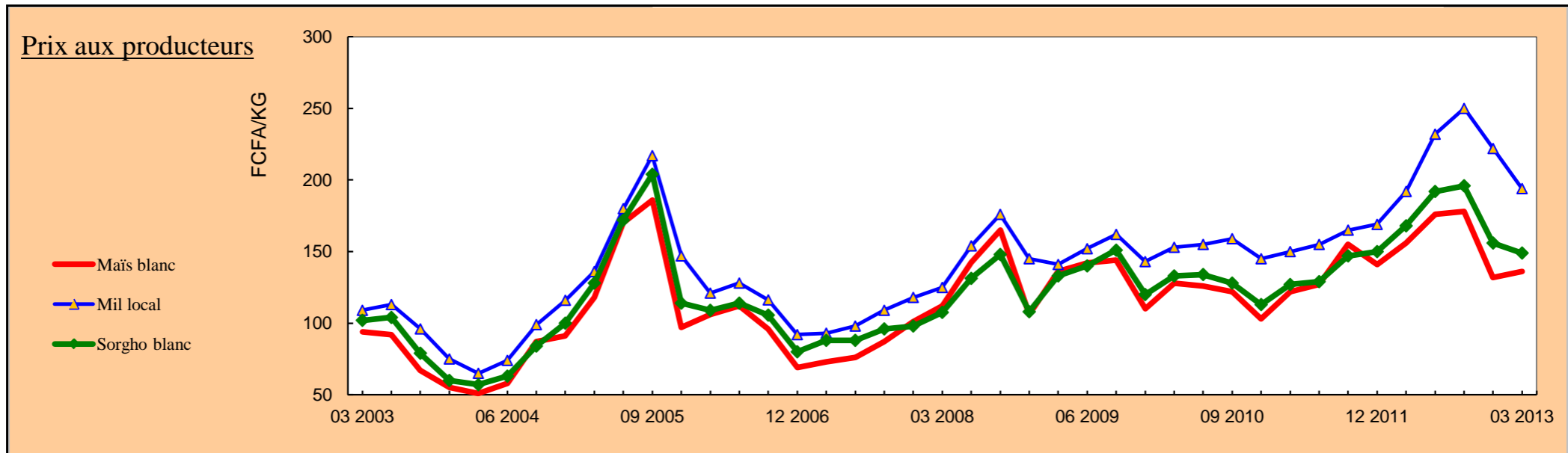
Les prix des caprins affichent la même tendance que celle des ovins. Malgré la baisse de l'offre constatée, il ressort que les prix des petits ruminants ont connu un repli comparativement à leur niveau du quatrième trimestre 2012 sur les marchés. Des baisses de 8,5% et de 4,2% sur les prix au producteur respectivement pour le bouc et le bélier ont été constatées. Sur les prix à l'exportation, les baisses sont respectivement de 5,1% et de 4,6% pour le bouc et le bélier. Comparés au 1er trimestre de 2012, les prix sont à la hausse de façon générale et sur tous les marchés.

Les prix des volailles sont en progression sur les marchés de production de 9,6% pour le poulet et 4,3% pour la pintade en glissement trimestriel ; les prix à l'exportation ont connu des évolutions similaires : 13,0% pour le poulet contre 33,3% pour la pintade. L'évolution des prix du poulet et de la pintade s'expliquerait par un accroissement de la demande lié au développement de l'activité minière.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	156,0	176,0	178,0	132,0	136,0	3,0%	-12,8%
Prix au consommateur du maïs blanc	185,0	206,0	211,0	169,0	165,0	-2,4%	-10,8%
Prix au producteur du mil local	192,0	232,0	250,0	222,0	194,0	-12,6%	1,0%
Prix au consommateur du mil local	214,0	264,0	272,0	238,0	204,0	-14,3%	-4,7%
Prix au producteur du sorgho blanc	168,0	192,0	196,0	156,0	149,0	-4,5%	-11,3%
Prix au consommateur du sorgho blanc	189,0	219,0	222,0	176,0	170,0	-3,4%	-10,1%



Le premier trimestre de l'année 2013 a été marqué par une bonne disponibilité des céréales sur les marchés, au regard de la bonne production céréalière de la campagne agricole 2012/2013. L'approvisionnement de ces marchés a été effectif tout au long du trimestre et s'est effectué à travers les stocks commerçants mais aussi paysans. Cependant, une légère rétention des stocks a été observée au niveau paysan. Une rétention favorisée par les revenus tirés de la vente de produits de rente tels que le sésame, le niébé et le coton, ainsi que l'activité d'orpaillage qui permet aux producteurs de subvenir à leur besoin et ainsi garder le stock de céréale pour des moments plus favorable à la vente. De plus, on constate une baisse de la demande qui s'explique par un bon niveau des stocks ménages qui ne sont pas encore dépendant du marché. Ce qui a eu un impact sur les prix des céréales.

Les prix des céréales ont globalement connu des baisses par rapport au trimestre précédent.

Sur les marchés de collecte, les prix du sorgho et du mil ont connu des baisses de 4,5% et 12,6% respectivement par rapport au trimestre précédent. Quant au prix du maïs, il a légèrement augmenté de 3%. Avec des moyennes trimestrielles de 136 FCFA/Kg pour le maïs, 194 FCFA/Kg pour le mil et 149 FCFA/Kg pour le sorgho, des baisses ont été observées par rapport à la même période de l'année écoulée : -11,3% pour le sorgho et -12,8% pour le maïs. Le prix du mil est demeuré stable. Par rapport à la moyenne quinquennale, il ressort des hausses de 4%, 12% et 28% respectivement pour le maïs, le sorgho et le mil.

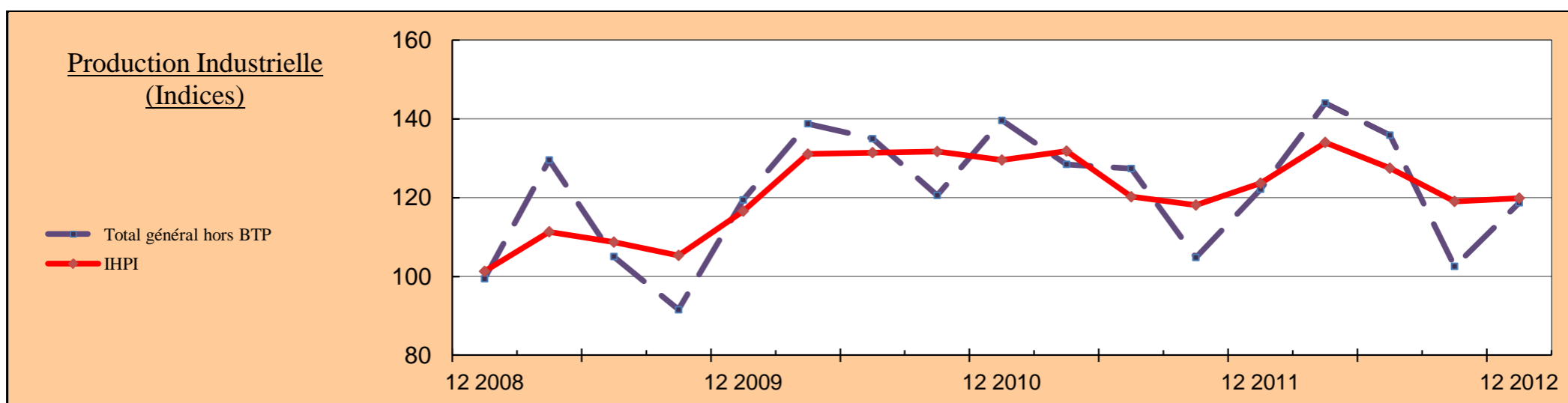
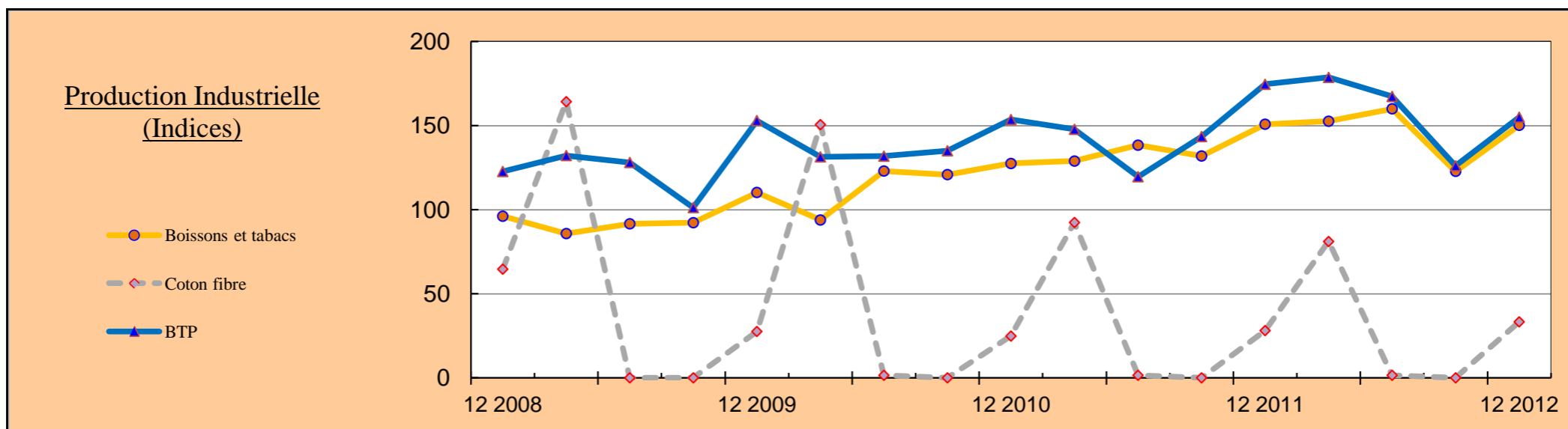
Sur les marchés de détail, les moyennes des prix étaient de 165 FCFA/kg pour le maïs, 204 FCFA/Kg pour le mil et 170 FCFA pour le sorgho. Les variations par rapport au trimestre précédent donnent des baisses de 2,4% pour le maïs, de 3,4% pour le sorgho et de 14,3% pour le mil. Comparé à la même période de l'année passée, ces prix sont en baisse de 10,8%, 10,1% et 4,7% respectivement pour le maïs, le sorgho et le mil. Par rapport à la moyenne quinquennale, il ressort des hausses de prix : +9% pour le maïs, +23% pour le mil et +15% pour le sorgho.

Les prix les plus élevés du trimestre ont été observés sur les marchés des régions du Sahel (Gorom-Gorom, Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé, Diapaga) avec une moyenne de 23 500 FCFA le sac de 100 Kg de mil et 20 000 FCFA le sac de maïs et 22 000 FCFA celui du sorgho. Les prix les moins élevés se retrouvent sur les marchés des régions de la Boucle du Mouhoun (Gassan), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana), des Cascades (Douna) et du Centre-Est (Kompienga, Ouargaye) avec des moyennes des prix de 15 500 FCFA le sac de mil, de 12 500 FCFA pour le maïs et de 13 000 FCFA pour sorgho.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

## INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2011	2012	2012	2012	2012	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	28,1	81,1	1,5	0,0	33,3		18,6%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	129,4	158,5	143,1	113,1	130,8	15,7%	1,1%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	32,8	84,4	11,6	8,7	34,8	298,9%	6,2%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 022,0	1 236,1	1 055,9	1 091,3	1 275,2	16,9%	24,8%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	143,0	152,6	149,9	119,8	129,8	8,4%	-9,2%
BOISSONS ET TABAC	150,8	152,6	160,0	122,8	150,2	22,3%	-0,4%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	143,0	152,6	149,9	119,8	129,8	8,4%	-9,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	117,7	115,4	140,9	133,6	118,9	-11,0%	1,1%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	84,9	174,0	107,6	91,2	90,7	-0,5%	6,8%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	80,1	118,0	113,1	96,7	50,3	-48,0%	-37,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	74,1	66,9	79,7	61,4	77,1	25,5%	4,0%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	14,7	10,7	16,1	8,1	13,3	64,0%	-9,4%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	98,9	122,7	140,1	69,1	99,0	43,3%	0,1%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	174,6	178,7	167,3	126,1	155,0	22,9%	-11,2%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>122,2</b>	<b>144,0</b>	<b>135,9</b>	<b>102,6</b>	<b>118,7</b>	<b>15,8%</b>	<b>-2,8%</b>
<b>IHPI</b>	<b>129,1</b>	<b>148,6</b>	<b>140,0</b>	<b>105,7</b>	<b>123,5</b>	<b>16,9%</b>	<b>-4,3%</b>



Au cours du quatrième trimestre 2012, on a assisté à une relance de l'activité industrielle qui s'est traduite par une augmentation de l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) de 16,9% en glissement trimestriel pour atteindre 123,5. En glissement annuel par contre, l'indice est en baisse de 4,3%.

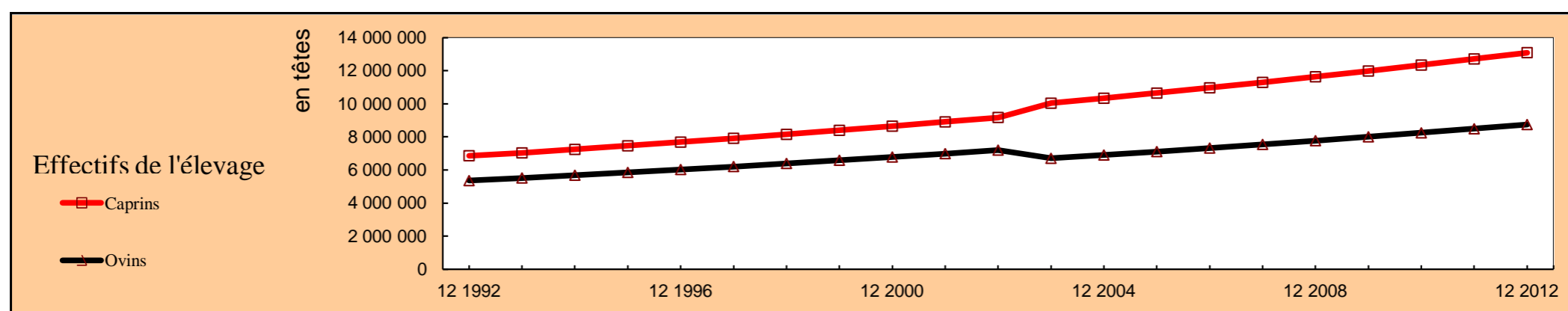
Cette hausse est imputable principalement aux industries de production d'électricité et d'eau, aux industries minières et aux industries alimentaires. En effet, le secteur eau et électricité a enregistré une forte hausse (+43,3%) en glissement trimestriel et une légère augmentation en glissement annuel (0,1%). Les industries de fabrication de boissons et celles de tabac ont également connu une hausse avec une amélioration de leurs productions, matérialisée par une augmentation de 22,3% de l'indice de la sous branche en glissement trimestriel. En glissement annuel par contre, l'indice enregistre un léger repli (-0,4%). Enfin, les industries minières poursuivent leur croissance depuis l'exploitation effective des gisements aurifères. De ce fait, l'indice du secteur minier s'est établi à 1275,2, en progression tant en glissement trimestriel (+16,9%) qu'en glissement annuel (+24,8%).

Le secteur qui a enregistré une baisse importante de production au cours du trimestre est celui des industries textiles dont l'indice a décliné en glissement trimestriel (-48,0%) et en glissement annuel (-37,2%), traduisant ainsi un recul relatif de l'activité dans le secteur. Le même constat de baisse est fait au niveau de l'indice des industries de fabrication de pains et de pâtisseries (-0,1%) en glissement trimestriel. Mais, il est en légère hausse de 1,1% en glissement annuel.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Effectif de bovins (en têtes)	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	35 359	36 420	37 512	38 638	39 797	3,0%	3,0%

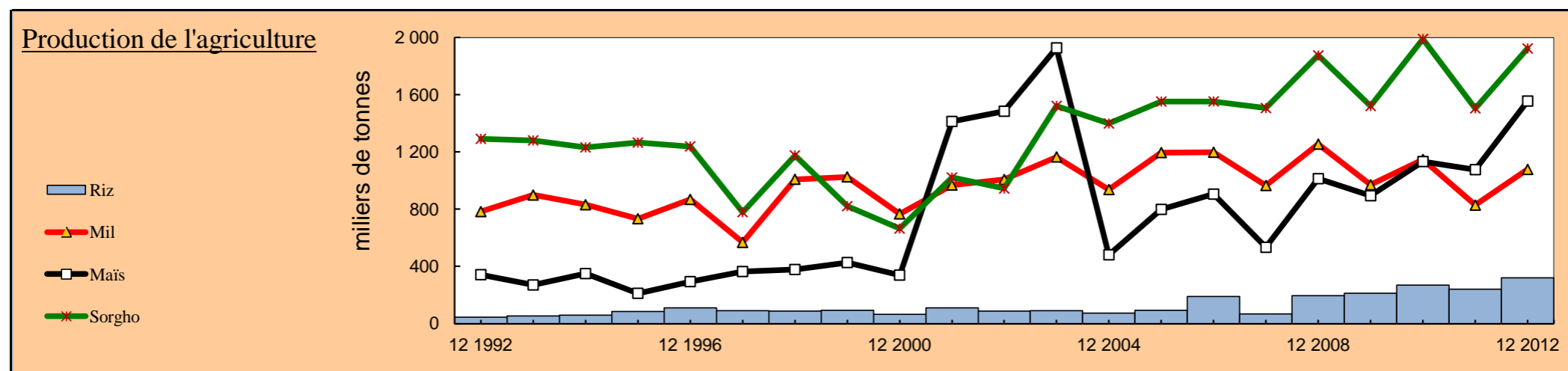


La Deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) réalisée en 2003 a permis de mettre à jour les données démographiques du cheptel ; depuis lors, celles-ci sont annuellement actualisées à partir des taux de croît spécifiques. En attendant de disposer de données plus actuelles au terme de l'Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC), l'actualisation des effectifs du cheptel en fin décembre 2012 donnent les résultats ci-dessus présentés.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Production brute totale de céréales	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	3,0%	33,6%
dont : Production brute de mil	1 255 189	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	-3,7%	30,1%
dont : Production brute de sorgho	1 875 046	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	0,6%	27,8%
dont : Production brute de maïs	1 013 634	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	11,3%	44,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	195 102	213 584	270 658	240 865	319 390	13,1%	32,6%



La campagne agricole 2012-2013 s'est soldée au Burkina Faso par une production céréalière nationale brute 4,9 millions de tonnes, soit une hausse de 26,9% par rapport à la moyenne quinquennale, hausse particulièrement marquée pour le maïs (67,3%), le riz (61,5%) et le sorgho (14,5%). Les autres cultures de rente ont aussi connu un accroissement de 16,5% par rapport à la moyenne quinquennale, avec en particulier une hausse de 18,9% pour le coton et 66,2% pour le sésame. En ce premier trimestre de l'année 2013, les marchés ont été bien approvisionnés en denrées alimentaires (céréales, produits maraichers, niébé, igname) par les stocks paysans à l'Ouest et à l'Est du pays et principalement par les stocks commerçants dans les régions du nord.

Les transferts de céréales des zones de production de l'Ouest (régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts Bassins) vers les zones structurellement déficitaires du Sahel, Centre Nord et du Nord se déroulent bien sans entraves et sans modification majeure des circuits habituels de commercialisation et des coûts de transports.

La bonne performance des cultures de rente (coton, arachide, sésame, niébé) en termes de production et de prix, offre des alternatives aux producteurs pour répondre aux dépenses courantes, ce qui les permet de ne pas brader leurs stocks de céréales, d'où des mises à marchés faibles.

Le bon niveau de remplissage des points d'eau, permet aux producteurs actuellement d'envisager d'énormes productions pendant la saison sèche. Une baisse des coûts de production et des prix de vente intéressants contribueraient d'une part d'améliorer davantage les moyens d'existence des producteurs et d'autre part et la qualité du panier de la ménagère

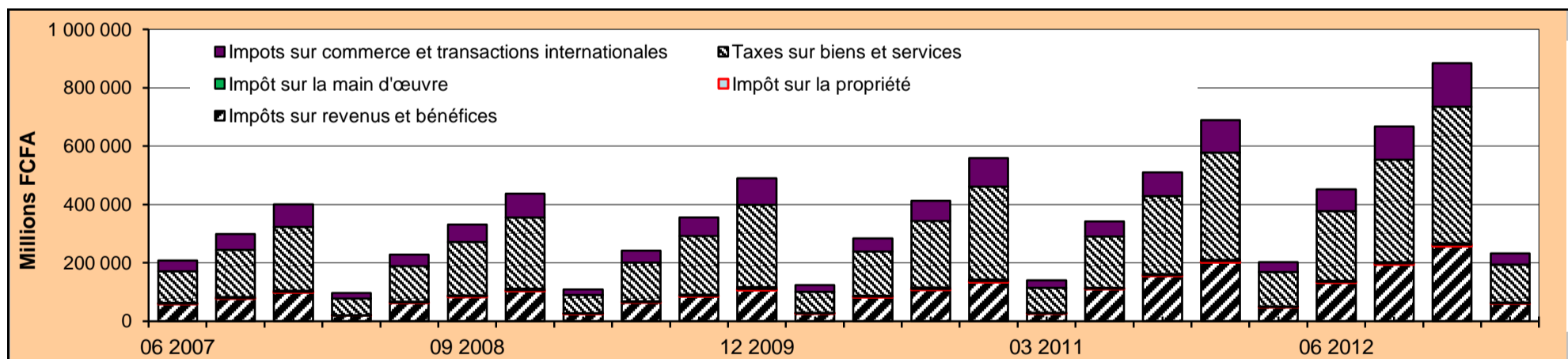
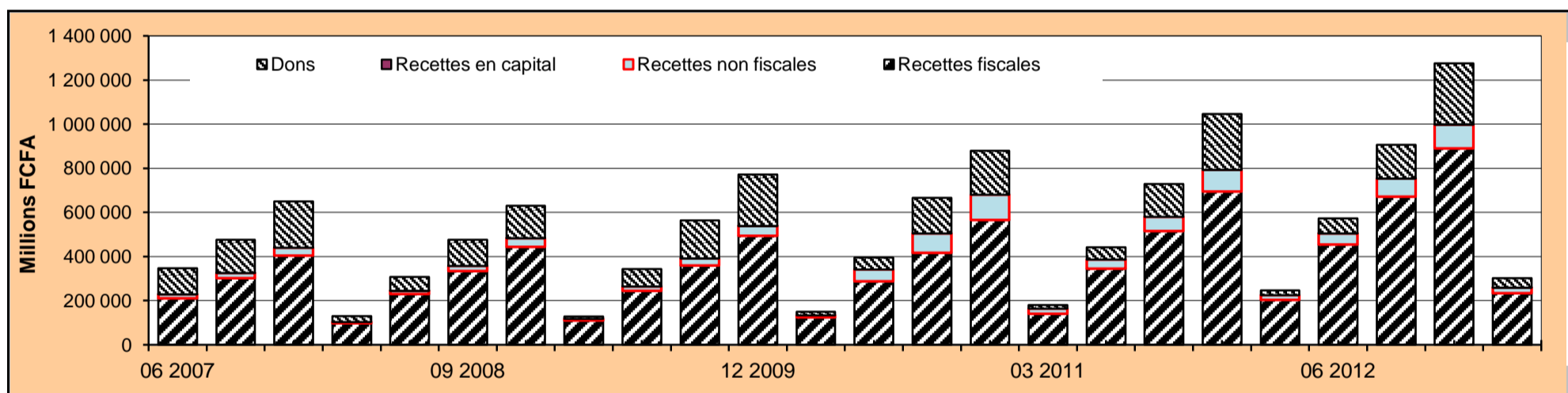
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.E.R.

## Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie excédentaire à fin mars 2013, s'établissant à 14,5 milliards de francs CFA contre un déficit de 34,3 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une amélioration de 48,7 milliards de francs CFA. Hors dons, ce solde est ressorti déficitaire en se situant à -27,9 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre -55,9 milliards de francs CFA à la même période de l'année précédente.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2012 Réal.	2. Trim. 2012 Réal.	3. Trim. 2012 Réal.	4. Trim. 2012 Réal.	1. Trim. 2013 Est.	Taux d'exécution	Glissement annuel
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>1 485 343,0</b>	<b>246 756,2</b>	<b>573 299,0</b>	<b>906 063,6</b>	<b>1 276 409,9</b>	<b>301 682,3</b>	<b>20,3%</b>	<b>22,3%</b>
Recettes totales	1 066 089,2	225 128,0	505 431,5	754 174,9	998 909,2	259 335,3	24,3%	15,2%
Recettes courantes	1 066 089,2	225 127,8	505 383,9	754 079,9	998 814,2	259 288,0	24,3%	15,2%
Recettes fiscales	947 541,7	203 332,8	454 742,3	672 425,3	890 777,7	234 330,8	24,7%	15,2%
Impôts sur revenus et bénéfices	273 187,8	47 437,5	132 438,4	194 357,4	256 029,1	60 348,1	22,1%	27,2%
Impôt sur la main d'œuvre	5 372,3	1 521,0	2 943,5	4 337,4	5 900,7	1 755,1	32,7%	15,4%
Taxes sur biens et services	485 205,3	117 513,5	239 162,2	350 993,2	467 464,8	130 698,0	26,9%	11,2%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	169 749,4	34 014,0	74 147,1	113 329,2	148 609,2	38 241,6	22,5%	12,4%
Autres recettes fiscales	6 290,3	1 451,1	3 288,4	5 139,3	7 001,8	1 740,5	27,7%	19,9%
Recettes non fiscales	118 547,4	21 795,0	50 641,7	81 654,6	108 036,4	24 957,2	21,1%	14,5%
Recettes en capital	0,000	0,178	47,588	95,007	95,013	47,332		26488,8%
<b>Dons</b>	<b>419 253,8</b>	<b>21 628,2</b>	<b>67 867,5</b>	<b>151 888,7</b>	<b>277 500,7</b>	<b>42 347,0</b>	<b>10,1%</b>	<b>95,8%</b>
Projets	223 499,8	19 091,7	46 239,3	60 195,5	111 609,1	42 347,0	18,9%	121,8%
Programmes	195 754,0	2 536,5	21 628,2	91 693,2	165 891,6	0,0	0,0%	-100,0%



Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 301,7 milliards FCFA à fin mars 2013 contre 246,8 milliards FCFA à la même période en 2012, soit une augmentation de 54,9 milliards FCFA. Cette performance s'explique par une forte mobilisation des recettes propres (+34,2 milliards de francs CFA) et des dons (+20,7 milliards FCFA) au cours de la période.

Les recettes propres ont été recouvrées à hauteur de 259,3 milliards FCFA à fin mars 2013 contre 225,1 milliards FCFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 15,2%. Les recettes fiscales ont enregistré une progression de 31,0 milliards FCFA par rapport au premier trimestre 2012 pour se situer à 234,3 milliards FCFA au premier trimestre 2013. En effet, les principales catégories de recettes fiscales que sont les taxes sur les biens et services, les impôts sur les revenus et bénéfices, ainsi que les impôts sur le commerce et les transactions internationales ont respectivement progressé de 13,2 milliards FCFA (+11,2%), 12,9 milliards FCFA (+27,2%) et 4,2 milliards de FCFA (+12,4%) entre fin mars 2012 et fin mars 2013. Outre la poursuite de l'approche « unité de recouvrement », ces performances sont imputables à certaines actions menées par les différentes régies.

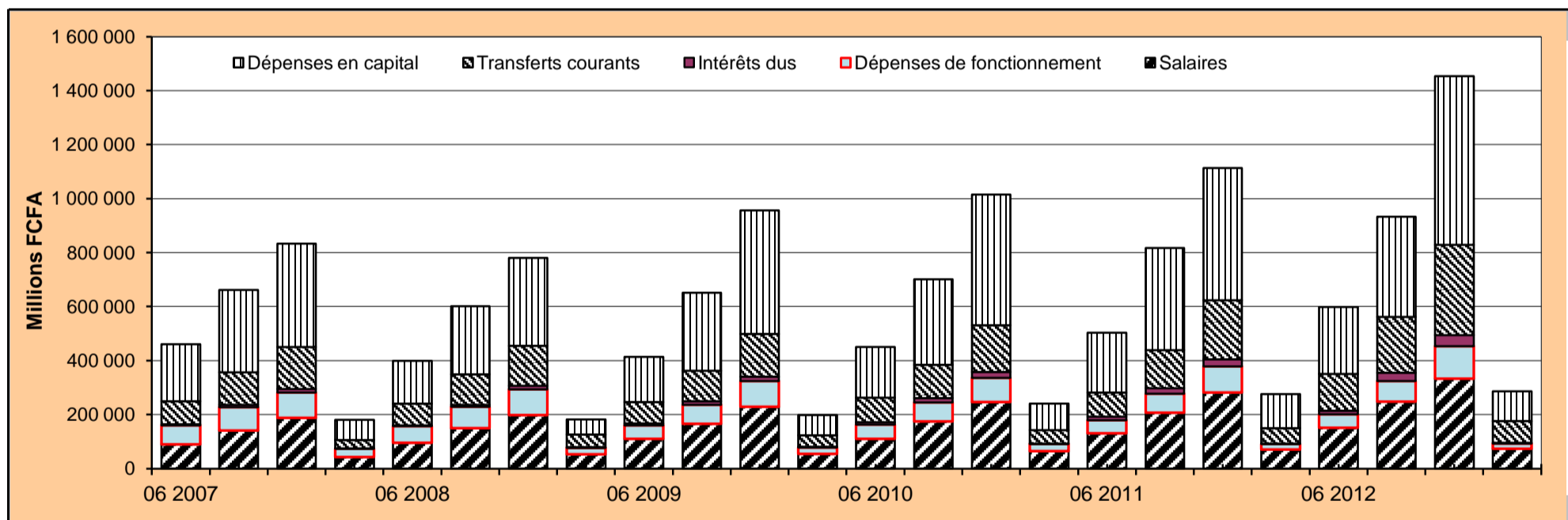
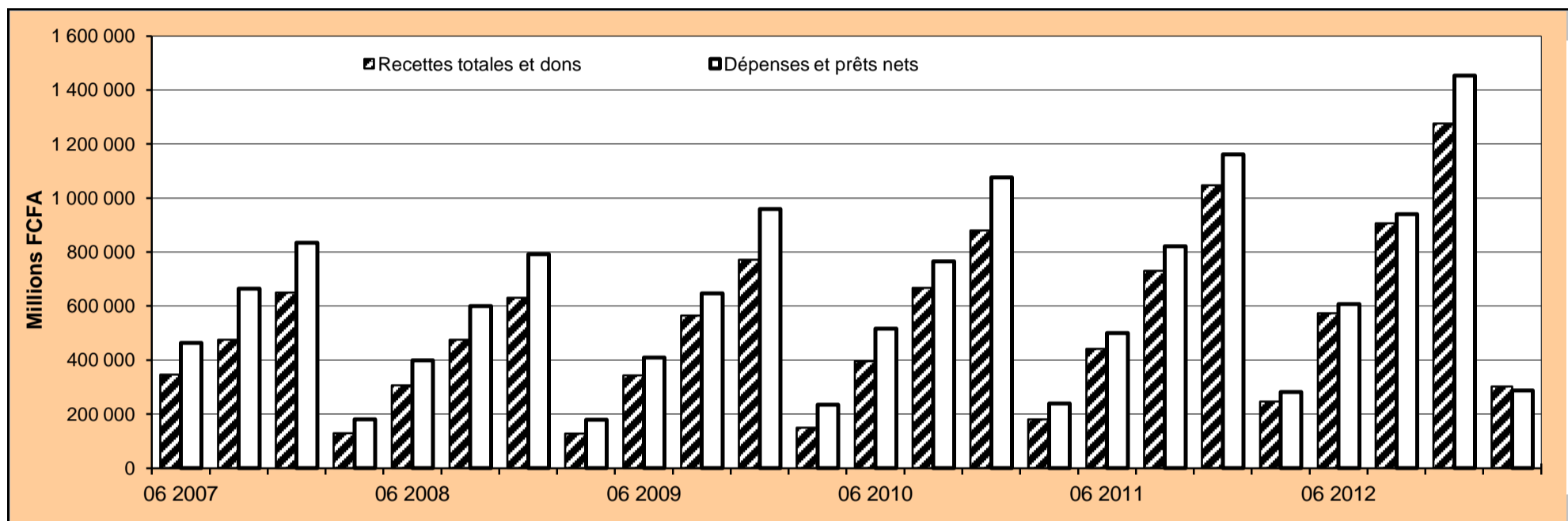
La mobilisation des dons s'est élevée à 42,3 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre 21,6 milliards de francs CFA à fin mars 2012, soit une hausse de 20,7 milliards de francs CFA attribuable exclusivement aux dons projets.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E



## DEPENSES ET PRÊTS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>1 600 764,8</b>	<b>281 043,7</b>	<b>607 676,6</b>	<b>939 808,5</b>	<b>1 452 866,0</b>	<b>287 227,8</b>	<b>17,9%</b>	<b>2,2%</b>
Dépenses	1 590 809	276 336,4	598 407,2	932 819,1	1 453 742,7	286 446,4	18,0%	3,7%
Dépenses courantes	749 840	149 084,2	351 344,8	562 058,9	828 665,7	176 438,4	23,5%	18,3%
Salaires	349 565	70 578,2	151 059,0	248 349,6	332 339,6	73 751,1	21,1%	4,5%
Dépenses de fonctionnement	120 914	20 386,2	49 644,4	76 020,2	120 570,9	19 142,3	15,8%	-6,1%
Intérêts dus	29 855	2 302,5	13 822,4	31 190,4	41 805,6	2 764,6	9,3%	20,1%
Transferts courants	249 505	55 817,3	136 819,1	206 498,7	333 949,6	80 780,4	32,4%	44,7%
Dépenses en capital	840 968	127 252,2	247 062,4	370 760,2	625 077,0	110 008,0	13,1%	-13,6%
financées sur ressources propres	420 280	69 230,9	137 434,6	229 233,8	402 449,5	51 146,9	12,2%	-26,1%
Prêts nets	9 956	4 707,3	9 269,3	6 989,4	-876,7	781,3	7,8%	-83,4%



La situation des finances publiques à fin mars 2013 s'est caractérisée par une augmentation des dépenses totales et prêts nets comparativement à la même période en 2012.

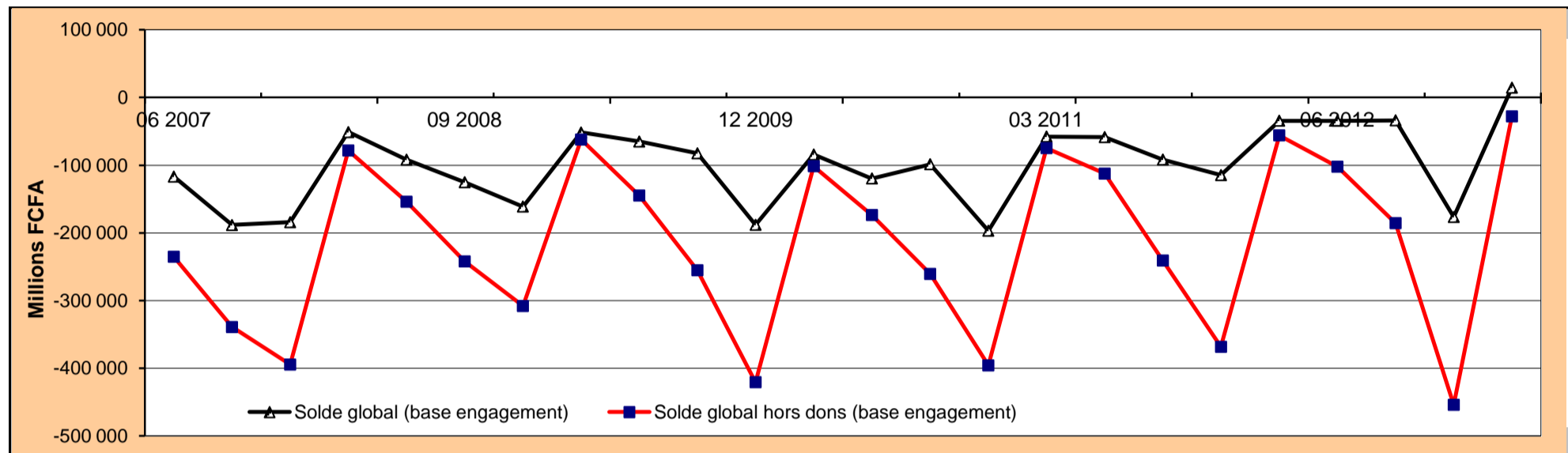
En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets est ressortie à 287,2 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre 281,0 milliards de francs CFA à fin mars 2012, correspondant à un accroissement de 2,2% imputable à la hausse des dépenses courantes. Les dépenses courantes, en progression de 18,4% (+27,4 milliards de francs CFA) par rapport à fin mars 2012, ont été exécutées à hauteur de 176,4 milliards de francs CFA à fin mars 2013. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des dépenses de transferts courants (+25,0 milliards de francs CFA) et dans une moindre mesure à celle des dépenses de personnel (+3,2 milliards de francs CFA) et des intérêts payés au titre de la dette publique (+0,5 milliards de francs CFA).

La hausse des dépenses de transferts courants s'explique par la progression des subventions du gaz butane (+11,2 milliards de francs CFA), des subventions à la SONABEL (+5,7 milliards de francs CFA) et des transferts au profit des EPE (+4,9 milliards de francs CFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

**SOLDES ET FINANCEMENT**

<b>SOLDE GLOBAL</b> (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-115 421,9</b>	<b>-34 287,5</b>	<b>-34 377,6</b>	<b>-33 744,9</b>	<b>-176 456,1</b>	<b>14 454,5</b>	<b>-12,5%</b>	<b>-142,2%</b>
Solde global hors dons (base engagement)	-534 676	-55 915,7	-102 245,1	-185 633,6	-453 956,8	-27 892,5	5,2%	-50,1%
Solde primaire	-504 820	-53 613,2	-88 422,7	-154 443,2	-412 151,2	-25 127,9	5,0%	-53,1%
Solde de base	-113 987	1 054,2	5 826,2	-45 875,7	-236 826,3	26 658,7	-23,4%	2428,9%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-115 421,9</b>	<b>-86 344,9</b>	<b>-61 772,5</b>	<b>-83 378,4</b>	<b>-104 180,5</b>	<b>-50 029,8</b>	<b>43,3%</b>	<b>-42,1%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-534 675,6	-107 973,1	-129 640,0	-235 267,1	-381 681,2	-92 376,8	17,3%	-14,4%

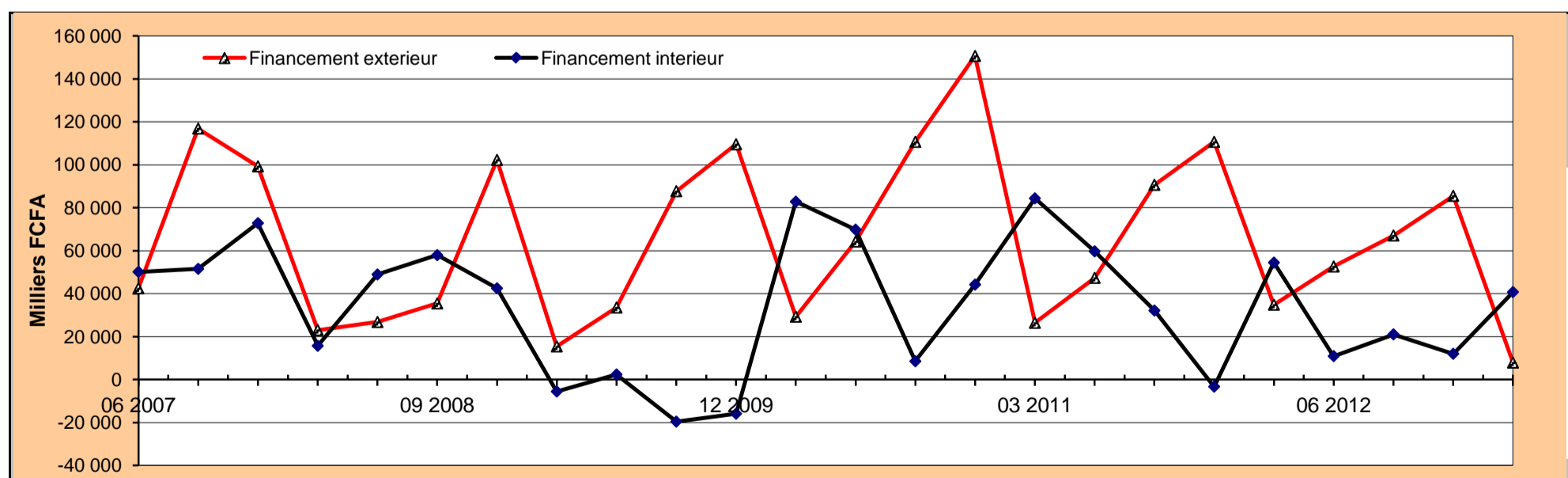


Le solde global base engagement des opérations financières de l'Etat est ressorti excédentaire à 14,5 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre un déficit de 34,3 milliards de francs CFA à fin mars 2012, en amélioration de 48,7 milliards de francs CFA. Hors dons, ce solde est ressorti déficitaire à -27,9 milliards de francs CFA à fin mars 2013 en amélioration de 50,1%.

Quant au solde global base caisse, il s'est chiffré à -50,0 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre -86,3 milliards de francs CFA une année auparavant.

Le déficit base caisse à fin mars 2013 a été couvert à hauteur de 7,9 milliards de francs CFA par des apports extérieurs nets et de 42,1 milliards de francs CFA par des apports intérieurs nets.

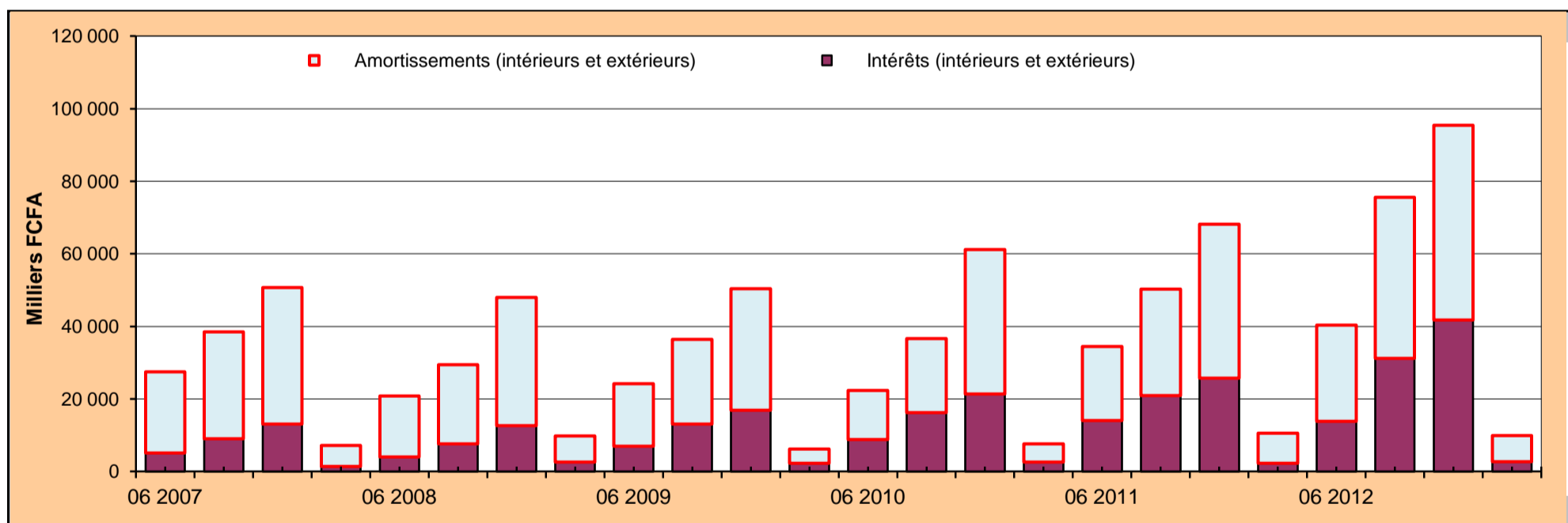
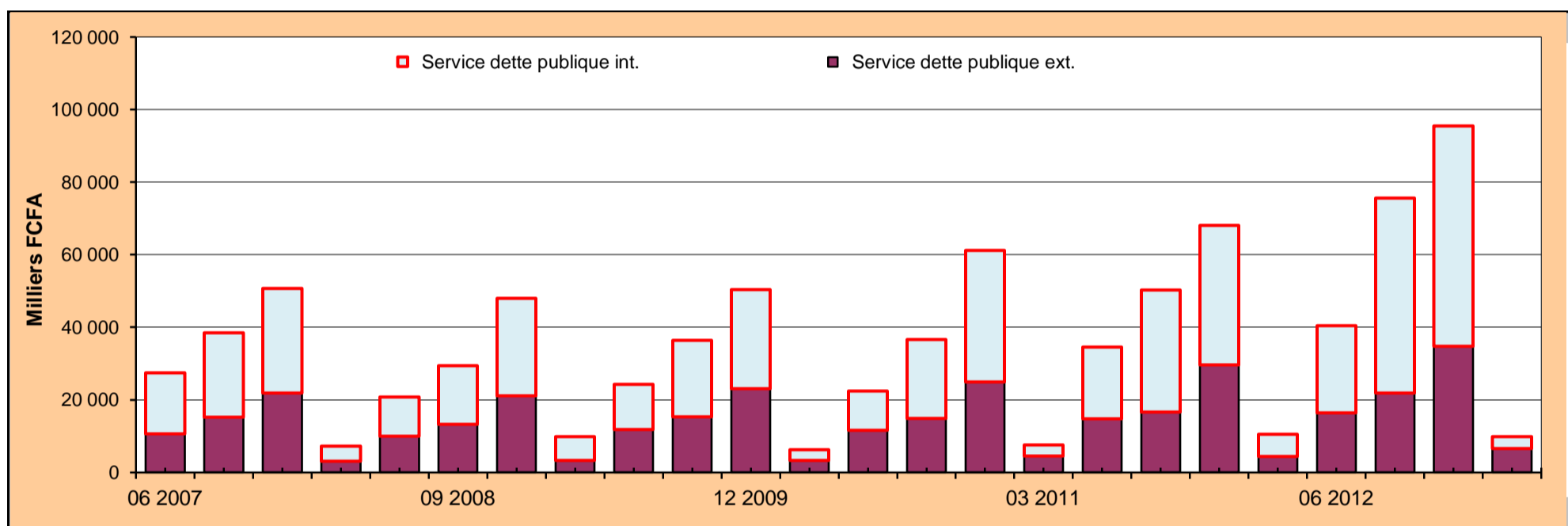
<b>FINANCEMENT</b> (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>61 400,8</b>	<b>89 327,1</b>	<b>63 572,6</b>	<b>88 150,5</b>	<b>97 555,7</b>	<b>48 679,6</b>	<b>79,3%</b>	<b>-45,5%</b>
Financement extérieur	91 552,5	34 859,8	52 651,4	67 095,8	85 545,9	7 918,7	8,6%	-77,3%
Décassements extérieurs	115 790,3	37 878,2	63 332,0	81 062,4	107 283,9	12 204,1	10,5%	-67,8%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-24 237,8	-3 018,4	-10 680,7	-13 966,6	-21 738,0	-4 285,4	17,7%	42,0%
Ajustement taux de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	-30 151,7	54 467,4	10 921,2	21 054,7	12 009,8	40 760,9	-135,2%	-25,2%
Financement bancaire	2 775,0	31 648,2	-23 342,8	23 370,5	-25 952,9	51 881,1	1869,6%	63,9%
Secteur non bancaire	-32 926,7	22 819,2	34 264,0	-2 315,8	37 962,7	-11 120,2	33,8%	-148,7%
Gap de financement	-54 021,1	-2 982,2	-1 800,1	-4 772,1	6 624,9	1 350,2	-2,5%	-145,3%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

**SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE**

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2012	2012	2013		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>70 130,0</b>	<b>10 521,1</b>	<b>40 378,9</b>	<b>75 585,6</b>	<b>95 435,4</b>	<b>9 891,6</b>	<b>14,1%</b>	<b>-6,0%</b>
Amortissements (int. et ext.)	50 100	8 218,6	26 556,5	44 395,2	53 629,8	7 127,0	14,2%	-13,3%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	2 302,5	13 822,4	31 190,4	41 805,6	2 764,6	13,8%	20,1%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>40 525,4</b>	<b>6 134,4</b>	<b>24 022,3</b>	<b>53 726,2</b>	<b>60 705,7</b>	<b>3 374,0</b>	<b>8,3%</b>	<b>-45,0%</b>
Amortissements	28 868	5 200,2	15 875,9	30 428,7	31 891,8	2 841,6	9,8%	-45,4%
Intérêts	11 657	934,2	8 146,5	23 297,5	28 813,9	532,4	4,6%	-43,0%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>29 604,6</b>	<b>4 386,7</b>	<b>16 356,6</b>	<b>21 859,4</b>	<b>34 729,7</b>	<b>6 517,6</b>	<b>22,0%</b>	<b>48,6%</b>
Amortissements	21 232	3 018,4	10 680,7	13 966,6	21 738,0	4 285,4	20,2%	42,0%
Intérêts	8 373	1 368,3	5 675,9	7 892,9	12 991,7	2 232,2	26,7%	63,1%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>2,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>90,5%</b>	<b>29,0%</b>

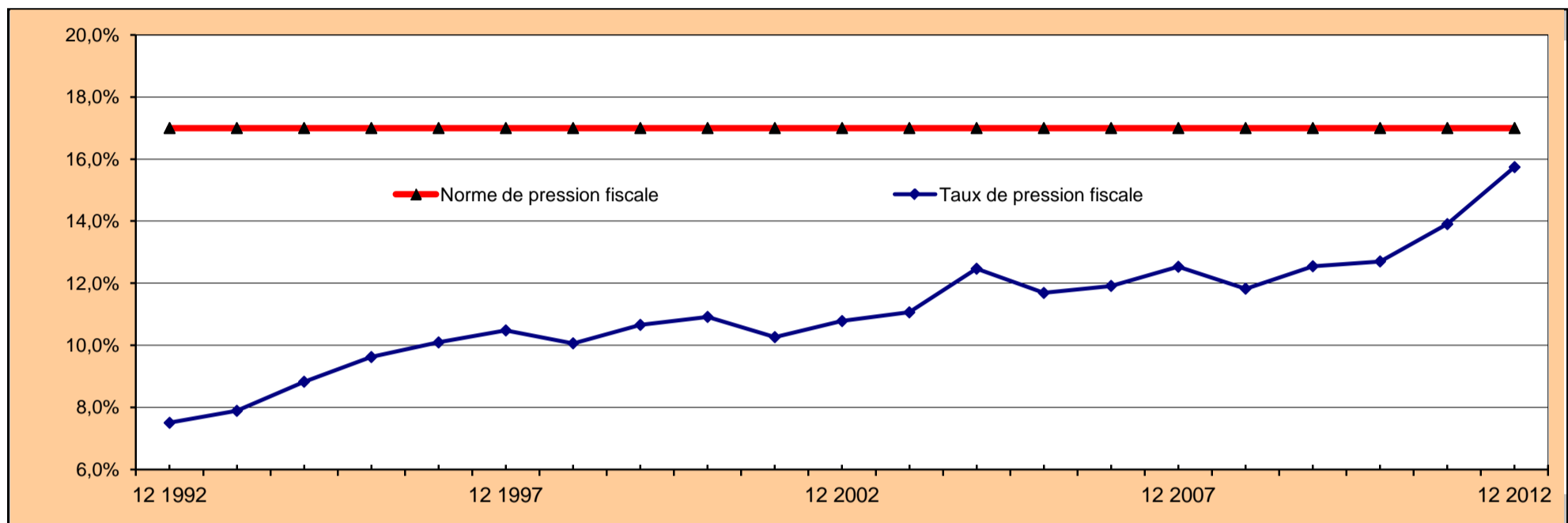


Le service de la dette publique s'est chiffré à 9,9 milliards de francs CFA à fin mars 2013 contre 10,5 milliards de francs CFA à la même période en 2012; soit une baisse de 6,0%. Quant au ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 2,5% à fin mars 2013, en hausse de 29,0% comparativement à fin mars 2012.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

## CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
<b>Critères de 1er rang</b>						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-4,6%	-5,6%	-2,9%	-2,3%	-4,2%
Taux d'inflation	≤ 3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	24,6%	27,5%	25,9%	27,7%	27,1%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-14,8%	-9,1%	-7,2%	-9,8%	0,0%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,8%	12,5%	12,7%	13,9%	15,7%



Sources : M.E.F.

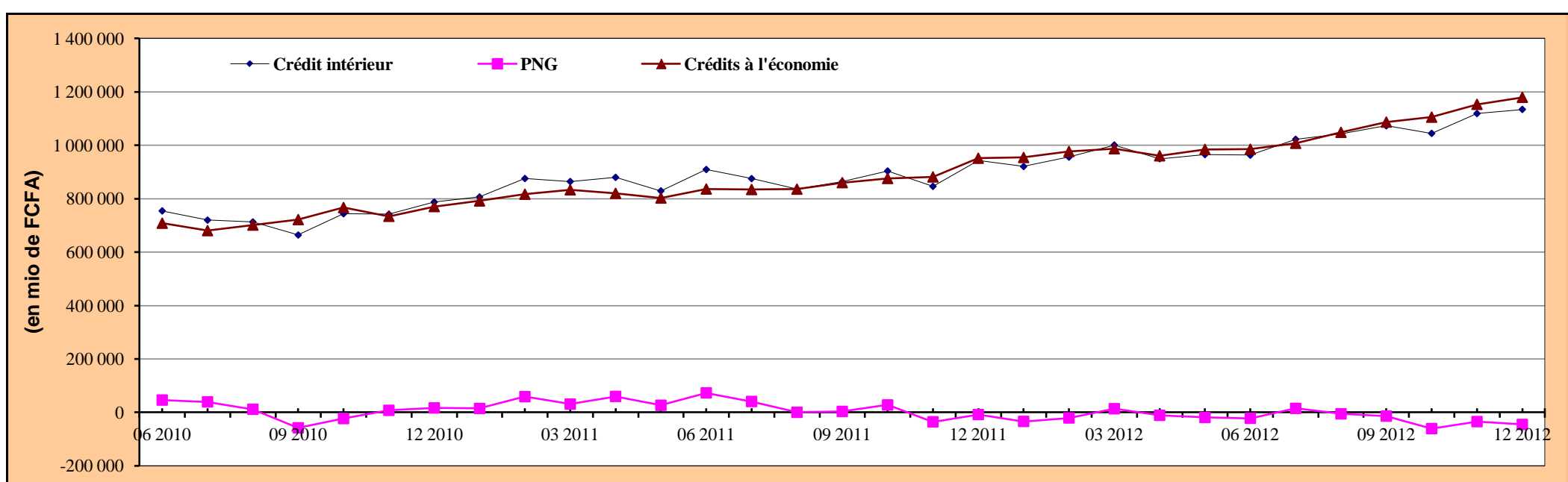
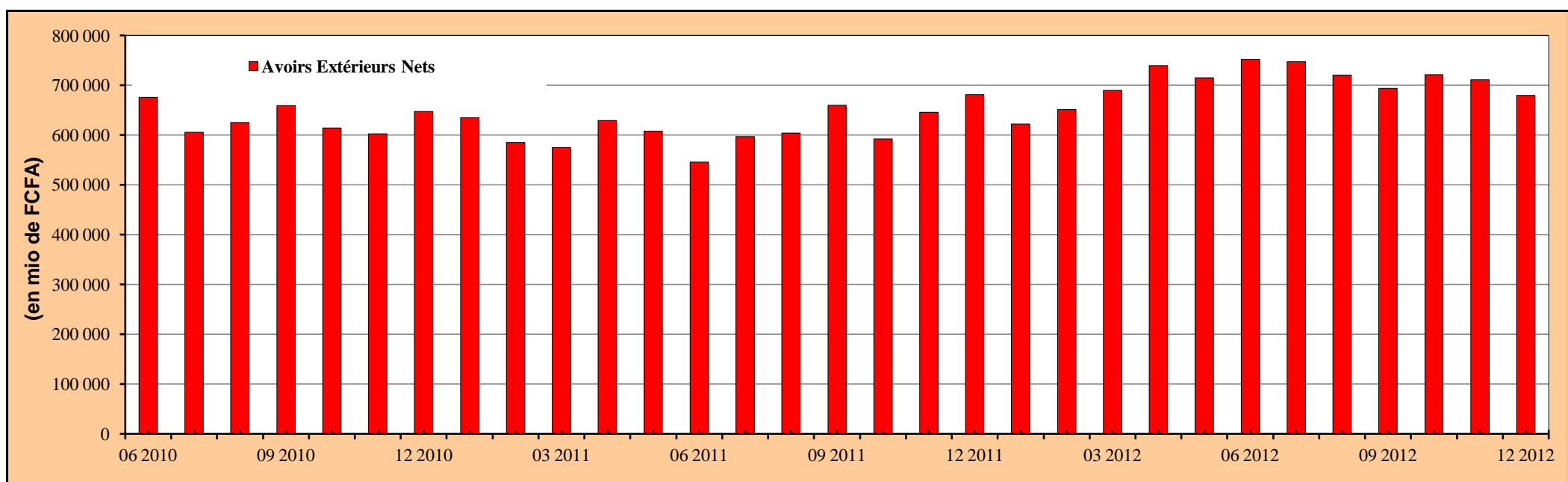
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

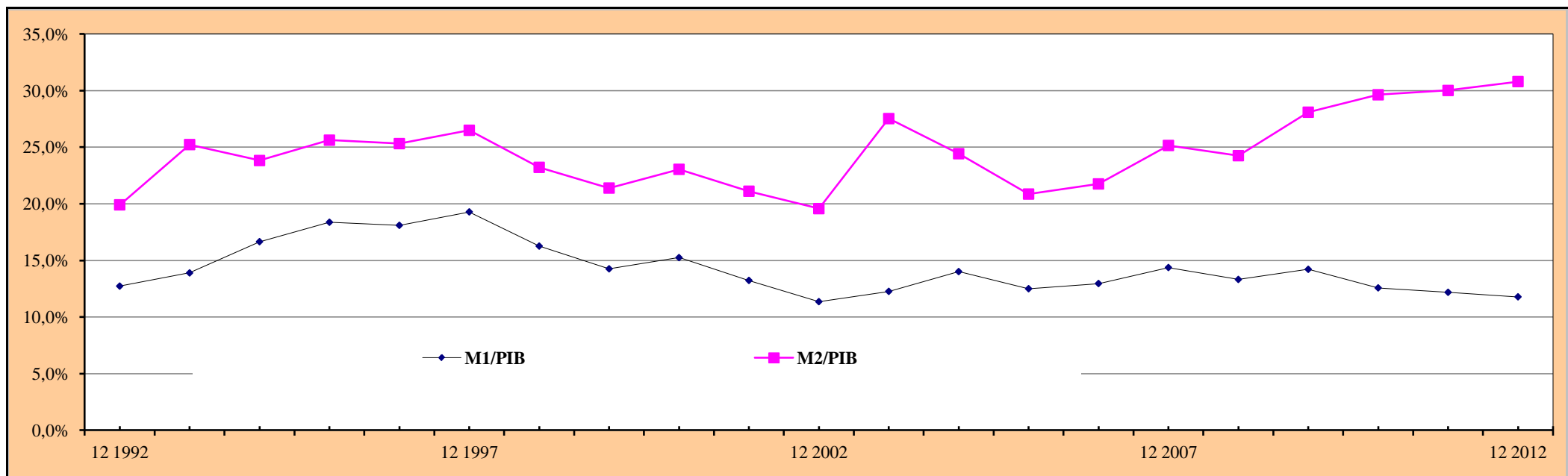
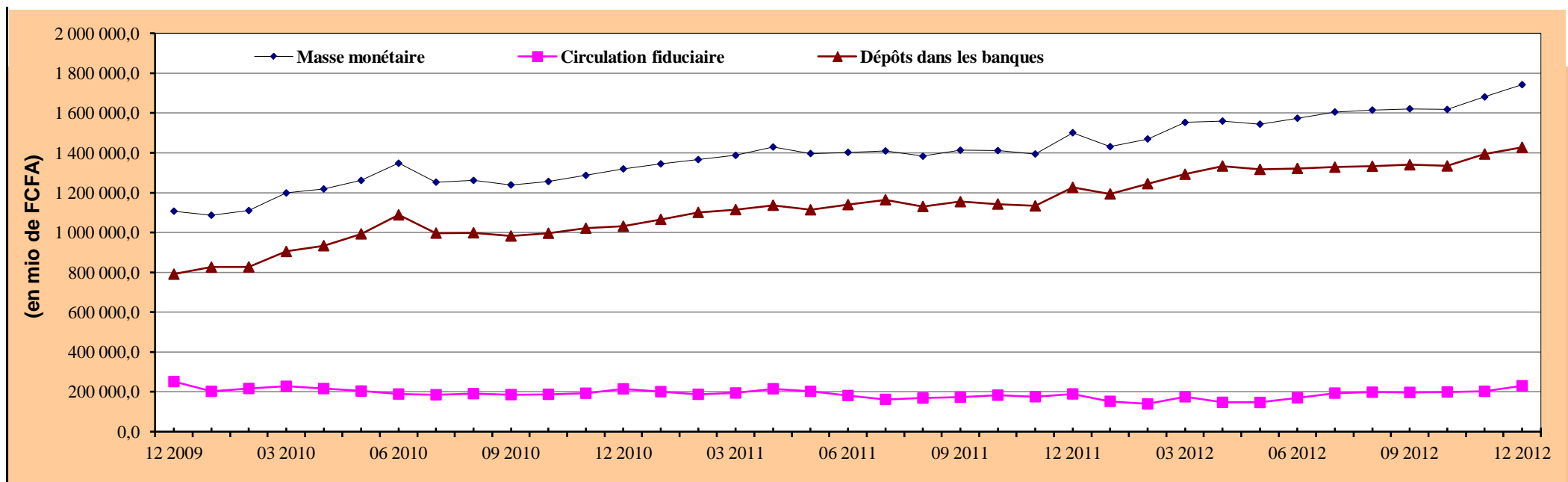
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012 a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-0,3%) et un accroissement du crédit intérieur (+20,2%) ainsi que de la masse monétaire (+16,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>681 545,4</b>	<b>689 530,9</b>	<b>752 171,5</b>	<b>693 811,7</b>	<b>679 247,2</b>	<b>-14 564,5</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-2 298,2</b>	<b>-0,3%</b>
BCEAO	275 337,4	194 375,9	183 362,5	208 023,7	233 895,2	25 871,5	12,4%	-41 442,2	-15,1%
Banques	406 208,0	495 155,0	568 809,0	485 788,0	445 352,0	-40 436,0	-8,3%	39 144,0	9,6%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>943 714,3</b>	<b>1 000 885,2</b>	<b>963 000,0</b>	<b>1 073 060,0</b>	<b>1 134 314,8</b>	<b>61 254,9</b>	<b>5,7%</b>	<b>190 600,6</b>	<b>20,2%</b>
PNG	-7 884,4	13 760,3	-22 119,1	-13 857,7	-45 244,1	-31 386,4	226,5%	-37 359,7	473,8%
Crédits à l'économie	951 598,7	987 124,9	985 119,1	1 086 917,7	1 179 559,0	92 641,3	8,5%	227 960,3	24,0%
dont crédits à court terme	562 627,7	535 700,9	546 876,1	637 437,7	715 081,0	77 643,3	12,2%	152 453,3	27,1%
dont crédits de campagne	14 715,0	70 512,0	39 100,0	24 445,0	20 004,0	-4 441,0	-18,2%	5 289,0	35,9%
dont crédits à moyen et long terme	374 256,0	380 912,0	399 143,0	425 035,0	444 474,0	19 439,0	4,6%	70 218,0	18,8%
<b>Masse monétaire</b>	<b>1 501 097,6</b>	<b>1 552 774,1</b>	<b>1 573 862,1</b>	<b>1 621 195,8</b>	<b>1 742 356,3</b>	<b>121 160,6</b>	<b>7,5%</b>	<b>241 258,8</b>	<b>16,1%</b>
Circulation fiduciaire	189 587,6	175 273,5	170 118,8	197 161,4	230 634,4	33 473,0	17,0%	41 046,8	21,7%
Dépôts dans les banques	1 226 661,9	1 292 601,7	1 321 767,7	1 340 062,3	1 427 749,9	87 687,6	6,5%	201 088,0	16,4%
dont dépôts à vue	595 760,9	619 775,7	618 465,7	627 397,3	682 243,9	54 846,6	8,7%	86 483,0	14,5%
dont dépôts à terme	410 518,0	442 303,0	457 677,0	461 049,0	487 879,0	26 830,0	5,8%	77 361,0	18,8%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>124 162,1</b>	<b>137 642,0</b>	<b>141 309,5</b>	<b>145 675,9</b>	<b>71 205,7</b>	<b>-74 470,2</b>	<b>-51,1%</b>	<b>-52 956,4</b>	<b>-42,7%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12
M1/PIB	13,3%	14,2%	12,6%	12,2%	11,8%
M2/PIB	24,2%	28,1%	29,6%	30,0%	30,8%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 681,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à 679,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une diminution de 2,3 milliards de FCFA (-0,3%). Cette évolution est attribuable exclusivement au reflux des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-41,4 milliards de FCFA), ceux des banques ayant, au contraire, augmenté de 39,1 milliards de FCFA entre fin décembre 2011 et fin décembre 2012.



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de -41,4 milliards de FCFA (-15,1%) résulte de la progression des engagements extérieurs plus élevée que celle des avoirs extérieurs bruts. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 509,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 488,5 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 20,7 milliards de FCFA (+4,2%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 275,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, contre 213,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011, soit une hausse de 62,1 milliards de FCFA (+29,1%).

S'agissant de l'évolution des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'un accroissement de leurs avoirs extérieurs bruts (+101,0 milliards de FCFA), expliqué en partie par l'acquisition de titres émis par les autres pays de l'UEMOA, plus important que celui de leurs engagements extérieurs (+61,9 milliards de FCFA) au cours de la même période.

Le crédit intérieur s'est gonflé de 190,6 milliards de FCFA (+20,2%) à fin décembre 2012, en ressortant à 1.134,3 milliards de FCFA contre 943,7 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cet accroissement est attribuable à celui des crédits à l'économie de 228,0 milliards de FCFA, la PNG ayant enregistré une amélioration de 37,4 milliards de FCFA au cours de la même période.

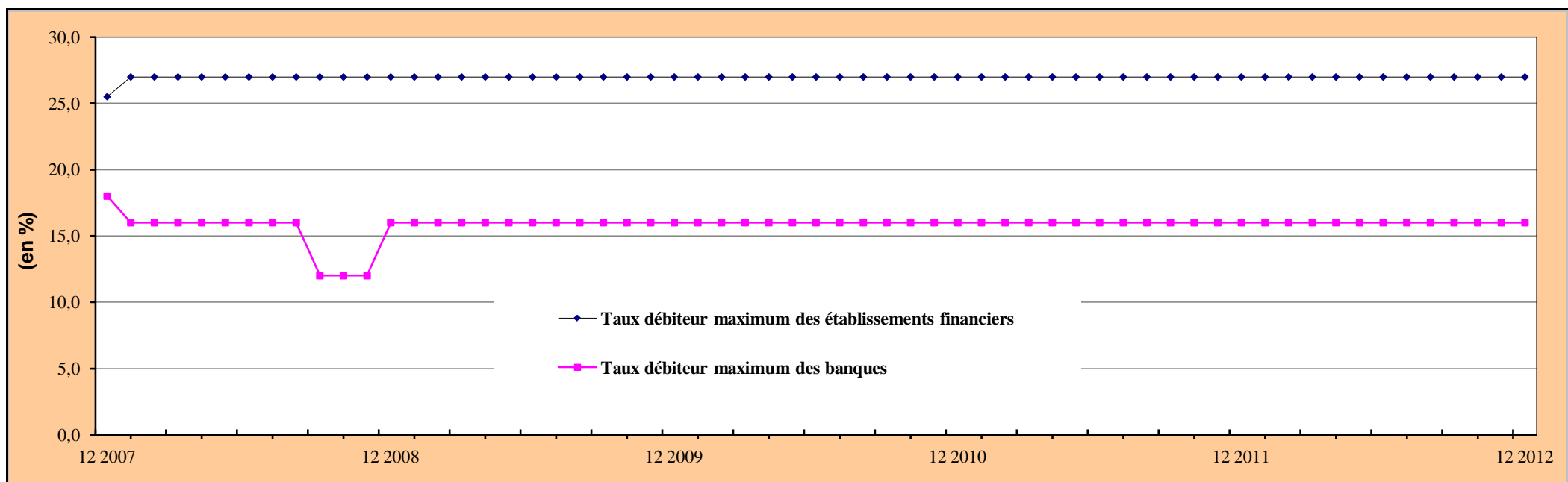
En effet, la PNG est passée de -7,9 milliards de FCFA à fin décembre 2011 à -45,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette évolution est expliquée par une hausse des créances de l'Etat (+64,2 milliards de FCFA) plus importante que celle de ses engagements (+26,8 milliards de FCFA). Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.179,6 milliards de FCFA à fin décembre 2012 contre 951,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, par les crédits ordinaires à court terme (+152,5 milliards de FCFA), les crédits à long et moyen terme (+70,2 milliards de FCFA) et, dans une moindre mesure par les crédits de campagne (+5,3 milliards de FCFA).

La masse monétaire, suivant la résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 241,3 milliards de FCFA (+16,1%) à fin décembre 2012, ressortant à 1.742,4 milliards de FCFA contre 1.501,1 milliards de FCFA à fin décembre 2011. Cette évolution est retracée tant dans les dépôts (+200,2 milliards de FCFA, soit +15,3%) que dans la circulation fiduciaire (+41,1 milliards de FCFA, soit +21,7%).

Sources : B.C.E.A.O.

**TAUX D'INTERET**

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2011	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du quatrième trimestre 2012, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas connu de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la BCEAO sont restés fixes à 3,00% et à 4,00% respectivement, depuis leur dernière évolution avec date d'effet le 16 juin 2012.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du troisième trimestre 2012.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du quatrième trimestre 2012.

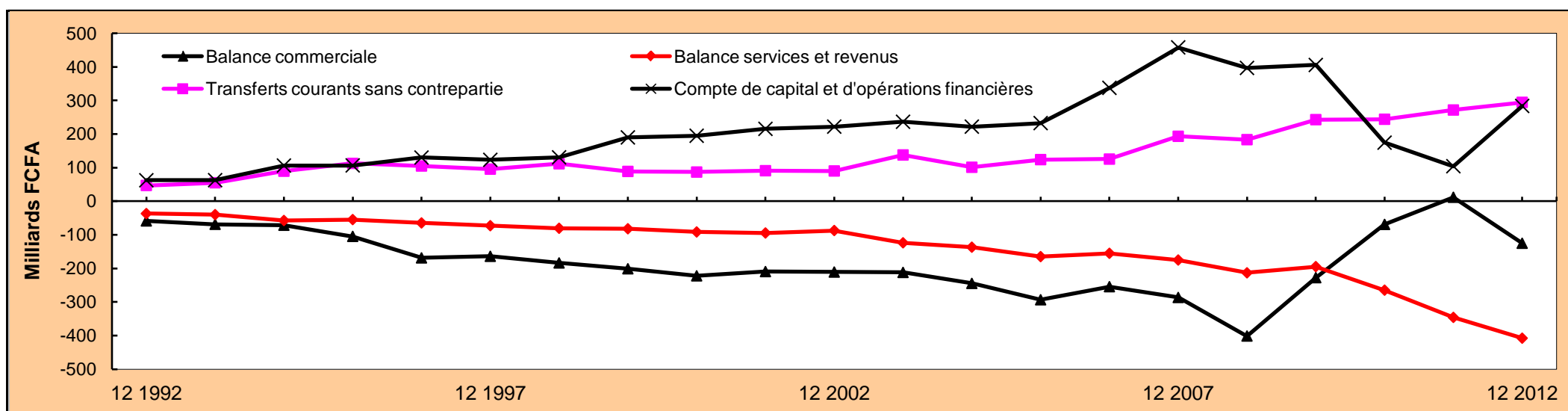
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur de l'économie burkinabè se ressentirait des effets de la crise économique internationale difficile, notamment de la crise de la dette souveraine en Europe. Ces effets seraient toutefois atténués, au niveau des opérations courantes, par la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires et la bonne tenue des exportations d'or, grâce à la hausse des prix internationaux du métal jaune et au renforcement des capacités extractives des sociétés minières.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations		
Exportations de biens FOB	310,4	425,2	785,2	1 129,5	1 196,9	6,0%	23,5%
Importations de biens FOB	711,7	652,8	854,2	1 117,8	1 322,1	18,3%	24,4%
Balance commerciale	-401,4	-227,6	-69,0	11,7	-125,2		34,7%
Services	-211,6	-192,1	-261,6	-342,3	-404,9	18,3%	24,4%
Revenus	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	-2,9	-18,6%	-5,1%
Balance des services et revenus	-213,2	-194,7	-264,8	-345,9	-407,8	17,9%	24,1%
Transferts courants sans contrepartie	183,3	242,8	244,0	271,5	294,4	8,4%	9,8%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-431,3	-179,4	-89,9	-62,6	-238,6	281,0%	63,0%
Transferts en capital	85,9	132,9	98,9	121,2	270,6	123,2%	65,4%
Opérations financières	310,9	272,7	75,5	-17,0	13,1		-58,4%
Comptes de capital et d'opérations financières	396,8	405,6	174,3	104,2	283,6	172,1%	27,5%
Erreurs et omissions	1,5	-1,4	1,5	-1,2	0,0		-98,8%
Solde global	-33,0	224,7	86,0	40,4	45,0	11,5%	-27,7%



Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2010 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or et du coton, les deux principaux produits d'exportation. S'agissant de l'or, sa production s'est accrue avec le démarrage des activités des mines d'Essakane et d'Inata. Les effets de ces facteurs ont été atténués par une remontée des prix internationaux des produits pétroliers à partir du deuxième trimestre de l'année 2010. Aussi, les importations liées à l'intensification des activités agricoles et minières ainsi que celles relatives à la reconstruction et/ou la réhabilitation des infrastructures socio-économiques endommagées par les inondations du 1er septembre 2009 ont contribué à limiter l'accroissement des avoirs extérieurs nets. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 86,0 milliards de FCFA en 2010, contre +224,7 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2010 s'est améliorée de 89,6 milliards de FCFA par rapport à l'année 2009, sous l'effet d'une hausse des exportations (+360,0 milliards de FCFA) conjuguée à une augmentation des importations (-201,5 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 785,2 milliards de FCFA en 2010 contre 425,2 milliards de FCFA en 2009, soit une hausse de 84,7% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+332,1 milliards de FCFA) et du coton fibre, jusqu'alors principal produit pourvoyeur de ressources extérieures du pays (16,7 milliards de FCFA) entre 2009 et 2010. Quant aux importations, elles sont ressorties à 854,2 milliards de FCFA en 2010 contre 652,8 milliards de FCFA en 2009 soit une hausse de 30,9% imputable principalement aux biens d'investissement (+111,3 milliards de FCFA) et aux produits pétroliers (+40,8 milliards de FCFA).

Le solde des opérations financières et de capital, s'est établi à +174,3 milliards de FCFA en 2010 contre 405,6 milliards de FCFA en 2009, soit une baisse de 231,2 milliards de FCFA (-57,0%). Cette régression s'explique aussi bien par le solde du compte de capital que celui des opérations financières. En effet, le solde excédentaire des transferts de capital est passé de 132,9 milliards de FCFA en 2009 à 98,9 milliards de FCFA en 2010, soit une diminution de 34,0 milliards de FCFA d'une année à l'autre. De même le solde excédentaire des opérations financières s'est réduit de 197,2 milliards de FCFA, en se situant à 75,5 milliards de FCFA en 2010 contre 272,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, le solde global s'est établi à +86,0 milliards de FCFA en 2010 contre 224,7 milliards de FCFA en 2009.

Ainsi, à fin décembre 2011, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire à 40,4 milliards de FCFA contre un excédent de 86,0 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette augmentation du solde global des comptes extérieurs découlerait de l'amélioration du solde déficitaire des transactions courantes.

Sources : B.C.E.A.O.



## COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>371 625,5</b>	<b>476 094,7</b>	<b>461 621,6</b>	<b>437 845,4</b>	<b>458 492,2</b>	<b>4,7%</b>	<b>23,4%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 714,9	3 639,9	3 555,1	4 034,9	3 288,1	-18,5%	-11,5%
Produits du règne végétal	21 167,7	25 223,8	30 689,4	26 289,4	24 767,5	-5,8%	17,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 006,0	4 585,7	4 996,2	4 604,6	4 435,8	-3,7%	10,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	22 864,6	25 059,2	30 685,8	26 035,0	23 367,4	-10,2%	2,2%
Produits minéraux	91 195,5	136 900,7	143 711,0	118 266,3	128 831,5	8,9%	41,3%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	39 110,1	70 230,8	51 252,4	50 203,5	63 668,3	26,8%	62,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	19 169,5	16 194,8	16 383,7	17 288,2	17 166,8	-0,7%	-10,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	338,4	329,4	406,6	333,5	452,4	35,6%	33,7%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 006,0	1 226,7	1 100,7	1 167,0	1 276,6	9,4%	26,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	5 694,6	7 675,0	6 909,6	6 001,8	5 660,7	-5,7%	-0,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 802,5	7 920,0	7 467,4	8 012,2	9 652,8	20,5%	23,7%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 393,9	1 247,3	1 229,1	1 550,9	1 234,2	-20,4%	-11,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 105,6	2 788,0	3 325,9	3 721,0	2 948,8	-20,8%	-5,0%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. préc.	107,7	42,3	90,1	121,1	129,9	7,3%	20,7%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	33 137,5	36 325,2	31 039,9	32 663,4	31 801,1	-2,6%	-4,0%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	74 566,1	79 814,6	82 724,4	93 744,5	80 543,0	-14,1%	8,0%
Matériel de transport	37 143,5	50 353,1	36 509,4	36 436,2	50 353,0	38,2%	35,6%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	2 701,9	3 309,9	5 604,7	3 113,2	3 931,5	26,3%	45,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	331,6	450,2	287,0	203,2	1 490,5	633,7%	349,5%

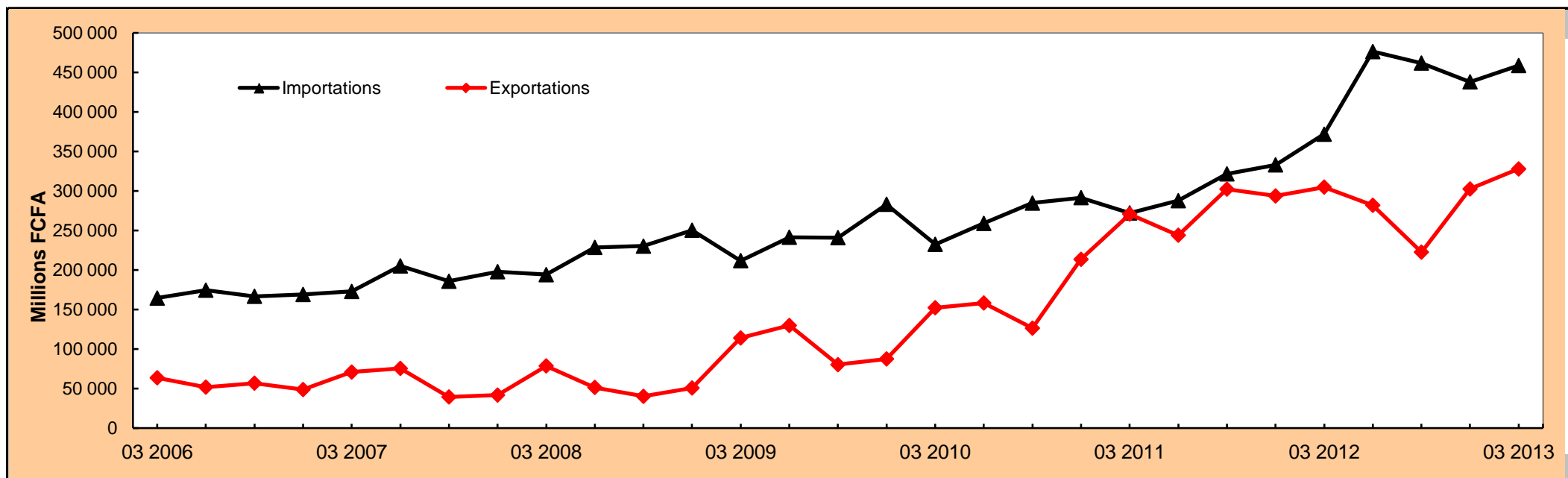
Les importations enregistrent au premier trimestre 2013 une hausse de 4,7% par rapport au quatrième trimestre 2012. La valeur totale des importations est ainsi passée de 437,9 milliards de francs CFA au quatrième trimestre 2012 à 458,5 milliards de francs CFA au premier trimestre 2013, soit une hausse de 20,7 milliards de francs CFA.

Cette hausse est principalement imputable à une hausse des importations de matériels de transport de 13,9 milliards de francs CFA, de produits des industries chimiques de 13,5 milliards de francs CFA et de la facture pétrolière de 10,6 milliards de francs CFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 23,5% est observée par rapport au premier trimestre de 2012. La facture pétrolière, les importations des produits des industries chimiques, de matériels de transport enregistrent les hausses les plus significatives. En effet, la facture pétrolière a enregistré une hausse de 41,3% soit 37,4 milliards de francs CFA, les importations des produits des industries chimiques une hausse de 62,8% soit 24,6 milliards de francs CFA et enfin les importations de matériel de transport ont enregistré une hausse de 35,6% soit 13,2 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2012	2013	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>304 772,7</b>	<b>281 790,6</b>	<b>222 543,3</b>	<b>302 400,3</b>	<b>327 707,7</b>	<b>8,4%</b>	<b>7,5%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	820,9	1 018,9	459,3	754,5	610,1	-19,1%	-25,7%
Produits du règne végétal	30 817,5	19 947,7	6 657,5	24 968,2	39 689,1	59,0%	28,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 645,5	7 904,5	1 560,3	21 437,0	34 511,0	61,0%	40,0%
Graisses et huiles animales ou végétales	678,5	389,5	377,1	826,2	962,0	16,4%	41,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 288,4	2 078,0	1 000,0	1 685,0	1 041,9	-38,2%	-54,5%
Produits minéraux	368,5	196,2	157,3	154,8	207,9	34,3%	-43,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	491,4	2 135,4	927,2	417,0	528,0	26,6%	7,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	58,4	160,0	129,1	1 636,2	158,6	-90,3%	171,8%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	432,8	708,4	362,7	190,6	333,0	74,7%	-23,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	15,2	2,0	29,0	165,5	40,2	-75,7%	164,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	15,9	25,0	32,1	15,4	16,0	4,1%	0,3%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	71 426,1	35 212,8	9 490,7	37 578,8	81 399,9	116,6%	14,0%
dont coton fibre	70 411,2	34 452,1	8 406,3	36 613,8	80 195,7	119,0%	13,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	48,5	25,7	37,3	20,4	31,5	54,3%	-35,0%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	99,1	78,1	37,8	75,4	113,3	50,1%	14,3%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	191 773,5	204 345,8	184 731,9	225 019,4	192 942,9	-14,3%	0,6%
dont or	191 773,5	204 223,3	184 727,2	225 016,9	192 942,6	-14,3%	0,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	537,5	1 018,3	513,5	1 787,6	928,6	-48,1%	72,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	2 844,2	9 249,4	14 711,3	5 315,5	6 964,0	31,0%	144,9%
Matériel de transport	1 664,0	4 294,8	1 620,4	1 221,0	970,5	-20,5%	-41,7%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	76,2	279,2	116,0	293,0	536,9	83,2%	604,5%
Marchandises et produits divers	246,0	488,4	1 015,0	154,2	155,3	0,8%	-36,9%



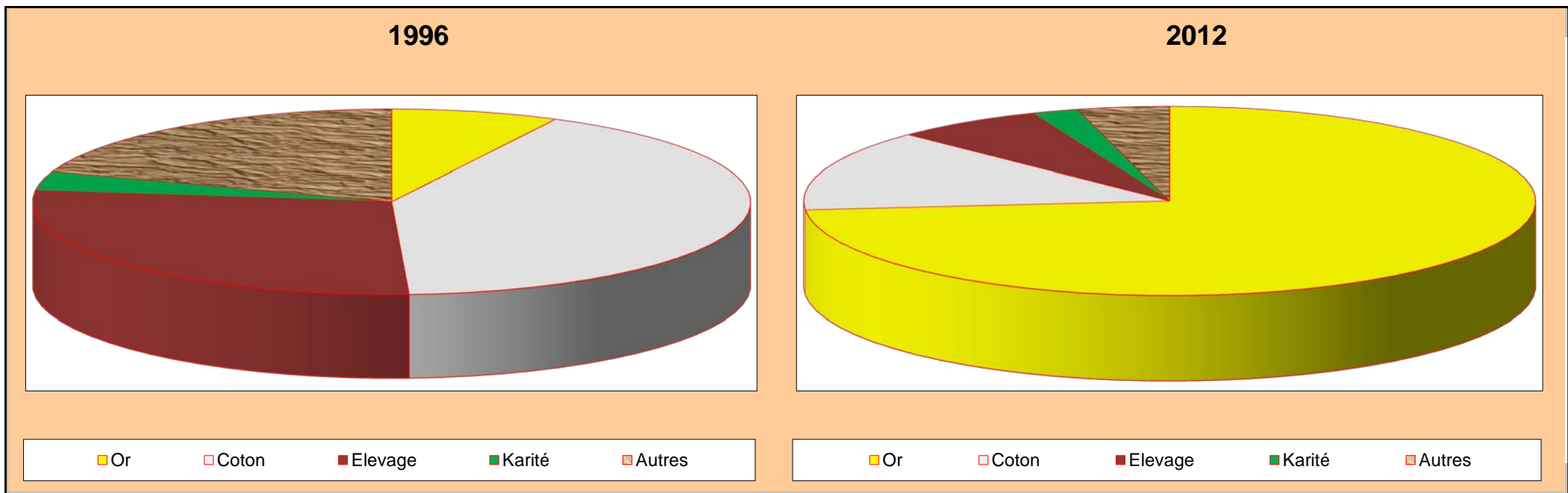
La hausse amorcée par les exportations au quatrième trimestre 2012 se poursuit malgré la baisse des exportations d'or. En effet, les exportations enregistrent une hausse de 8,4% en glissement trimestriel, portant le niveau des exportations de 302,4 milliards FCFA au quatrième trimestre 2012 à 327,7 milliards FCFA.

Cette hausse trimestrielle est principalement imputable à deux des principaux produits d'exportations du Burkina Faso que sont le coton fibre et les produits du règne végétal. En effet, les exportations de coton fibre enregistrent une hausse de 43,6 milliards FCFA (119,0%) et les exportations de produits du règne végétal une hausse de 14,7 milliards FCFA (59,0%).

En glissement annuel, les exportations ont connu également une hausse de 7,5%. Cette hausse est principalement imputables aux exportations de coton fibre qui enregistrent une hausse de 13,9% avec 9,8 milliards de FCFA, des produits du règne végétal qui enregistrent une hausse de 28,8% correspondant à une valeur de 8,9 milliards de FCFA et de l'or de 0,6% pour 1,2 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1996	2009	2010	2011	2012
Part de l'or dans total	7,6%	42,3%	65,2%	75,4%	73,5%
Part du coton dans total	41,7%	22,8%	14,4%	11,5%	13,8%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	14,2%	8,3%	6,3%	6,6%
Part du karité dans total	3,4%	4,2%	2,5%	2,0%	2,1%
Part des autres produits dans total	19,7%	16,6%	9,5%	4,7%	4,1%

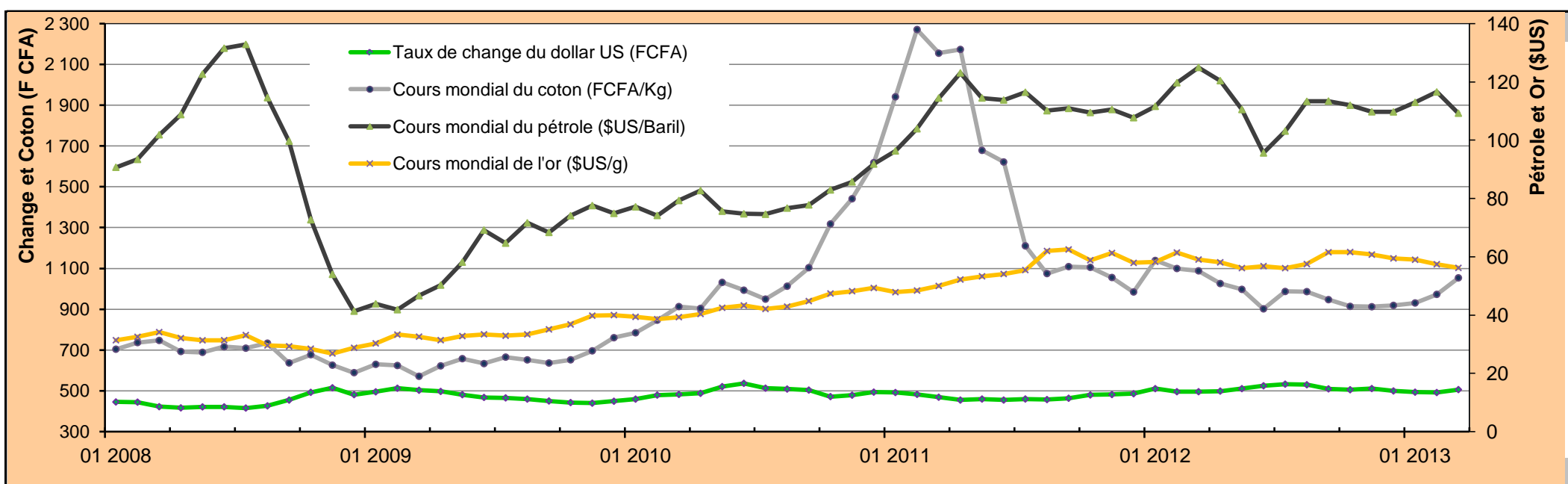


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (41,7%) et celles de produits de l'élevage (27,7%) en 1996, il ressort une prédominance de l'or avec 73,5% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim. 2012	2. Trim. 2012	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	Glissement	
						trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	501,0	511,7	524,3	505,6	497,3	-1,6%	-0,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	118,7	108,8	109,9	110,5	112,9	2,2%	-4,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	2 213,3	1 908,7	1 856,7	1 810,3	1 981,6	9,5%	-10,5%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	59,6	57,0	58,4	60,6	57,5	-5,1%	-3,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	59,5	55,6	57,6	55,8	56,1	0,5%	-5,6%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 109,0	975,1	973,5	915,1	985,9	7,7%	-11,1%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	29,8	29,2	30,6	30,6	28,6	-6,6%	-4,2%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,019	0,018	0,017	0,016	0,018	7,2%	-6,0%



**. Taux de change du dollar :**

Les premiers mois de l'année 2013 ont été favorables au FCFA, d'autant plus qu'il s'est apprécié par rapport au dollar US pour le deuxième trimestre d'affilé. En moyenne, le franc CFA est ressorti à 497,3 francs pour un dollar au premier trimestre 2013 contre 505,6 francs un trimestre auparavant, soit une appréciation de 1,6% contre 3,6% au dernier trimestre 2012. En glissement annuel, le franc CFA s'est apprécié de 0,7% contre une dépréciation de 4,7% au quatrième trimestre 2012. La poursuite de l'appréciation du FCFA au premier trimestre traduirait une progression de l'euro par rapport au dollar US. Cette situation pourrait s'expliquer par l'atténuation des problèmes de la dette dans certains pays européens qui devrait favoriser un retour de l'appétit pour le risque de certains actifs de la zone euro.

**. Prix des produits exportés :**

Pour la première fois depuis sa chute vertigineuse amorcée en avril 2011, le cours mondial du coton a commencé à se redresser au premier trimestre 2013. En effet, le coton s'est renchéri aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel respectivement de 9,5% et 10,5% contre respectivement des baisses de 2,5% et 16,7% un trimestre plus tôt. En FCFA, le cours de coton est en hausse de 7,7% en variation trimestrielle tandis qu'en glissement annuel, il demeure en baisse de 11,1%. Le kilogramme de coton fibre s'est établi en moyenne à 985,9 FCFA au premier trimestre contre 915,1 FCFA un trimestre plus tôt. Le redressement du cours du coton est soutenu par la persistance d'une sécheresse dans la partie sud des grandes plaines aux Etats-Unis qui pourrait plomber la production mondiale sur fond d'une demande mondiale notamment chinoise qui ne fléchit pas.

Concernant le marché de l'or, pour la première fois depuis 13 ans, le cours mondial du gramme a reculé durant quasiment deux trimestres consécutifs. En moyenne, le métal jaune a perdu 5,1% de sa valeur au premier trimestre 2013 contre tout de même une hausse de 3,8% au quatrième trimestre 2012. Il s'est établi en moyenne à 57,5 \$US contre 60,6 \$US le gramme au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours de l'or est en baisse de 3,5% contre une hausse de 2,1% au quatrième trimestre 2012. En FCFA, il demeure en baisse de 6,6% en rythme trimestriel, ressortant ainsi en moyenne à 28 593 FCFA contre 30 640 FCFA le gramme au trimestre précédent. L'affaiblissement du cours de l'or pourrait trouver principalement sa raison de l'éloignement de la perspective d'un effroulement du système financier mondial.

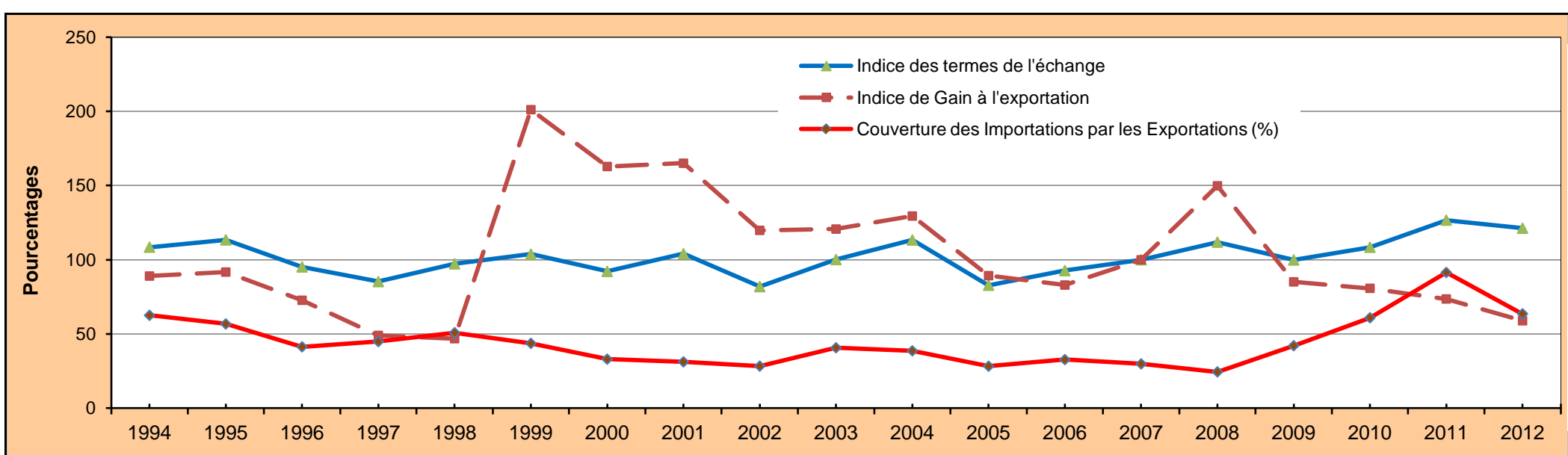
**. Prix des produits importés :**

Le cours mondial du pétrole brut, avec un prix moyen de 112,9 dollars le baril enregistré au premier trimestre 2013 contre 110 dollars le trimestre précédent, a cru de 2,2%. En glissement annuel, il a toutefois replié de 4,9%. En FCFA, le cours du baril s'est quasiment stabilisé en variation trimestrielle (+0,5%) tandis qu'en glissement annuel, il a continué de baisser (-5,6%). Le niveau toujours élevé de l'or noir est entretenu par la diminution de l'offre de l'OPEP et par l'intensification des besoins géopolitiques. En outre, le repli du dollar n'est pas en reste vis à vis de l'évolution actuelle du cours.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR**

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
Indice prix à l'exportation	125,4	119,4	130,5	150,2	155,3	3,4%	19,1%
Indice prix à l'importation	112,1	119,5	120,3	118,5	128,1	8,1%	6,5%
Indice des termes de l'échange	111,9	99,9	108,4	126,7	121,3	-4,3%	11,8%
Indice de gain à l'exportation	149,8	85,1	80,8	73,6	58,9	-19,9%	-27,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	24,5	42,1	60,9	91,5	63,6	-30,4%	4,4%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en 2010, de 91,5% en 2011 et 63,6% en 2012.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPER :	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
DGPSE :	Direction Générale de la Prévion, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

### Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévion et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

### Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

### Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si  $ITE < 100$  on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si  $ITE > 100$  on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions - Relecture	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
LENGANE, Toubriyant MILLOGO, François KABORE, Aminata	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP